

**droit
et
liberté**

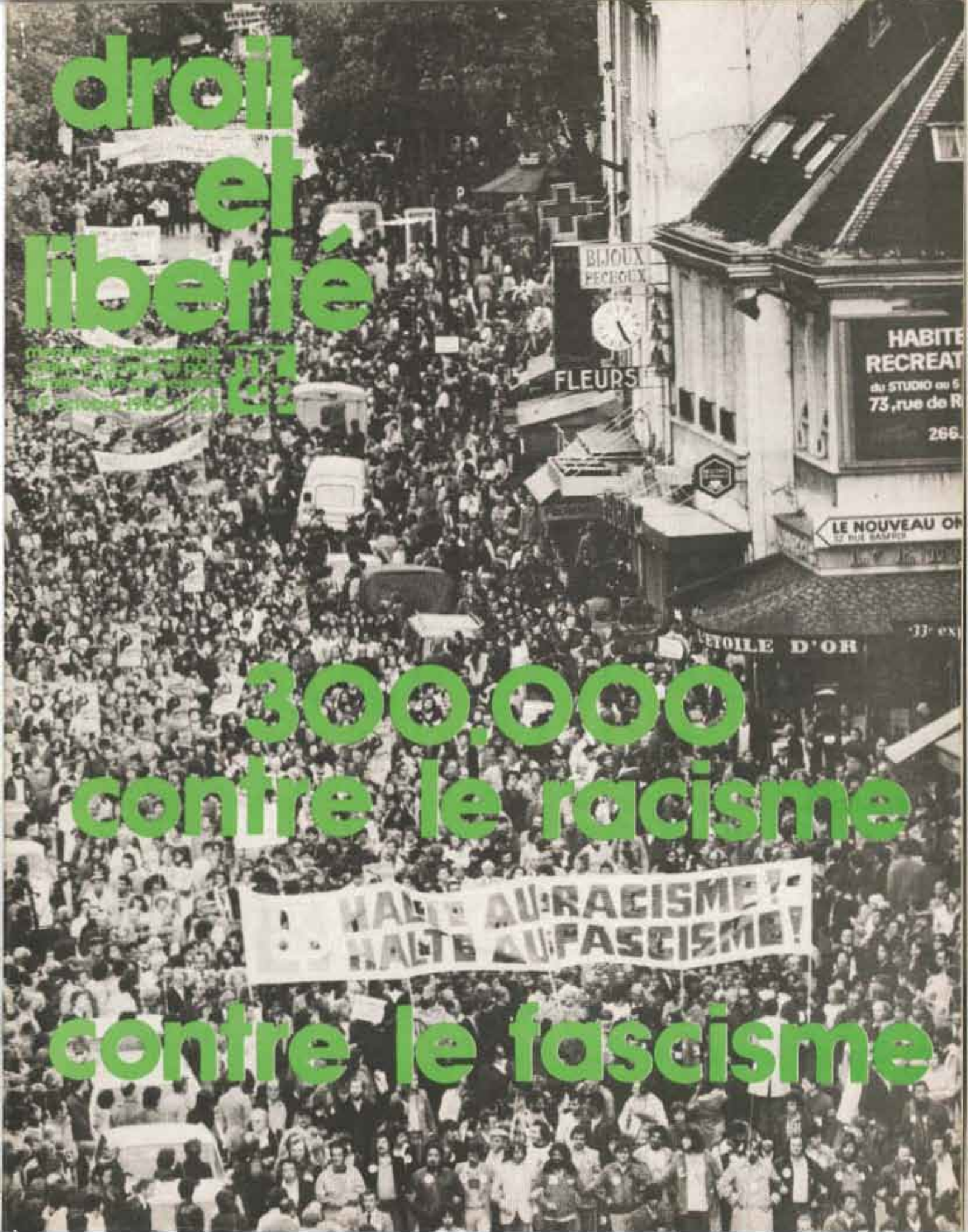
manifestation organisée
contre le racisme et pour
la liberté de la presse
à Paris le 10 octobre 1960

300.000

contre le racisme

**HALTE AU RACISME!
HALTE AU FASCISME!**

contre le fascisme



LOGIAL

6000 m²
d'exposition

MEUBLES - MÉNAGER - T.V. - HI-FI

Ets. ROZENBERG Père et Fils

Avenue d'Orléans - CHARTRES (28)

Téléphone 21.09.37



L'élégance
dans
le sport

JACQUES D'ARS

13, Rue d'Hauteville
75010 PARIS

Tel. : 770.85.66

Inde
afghanistan
L. VEXELMANS

56, rue des Petites Ecuries - 75010 Paris
Tél. 770.92.44 / 246.80.19
Télex : VEXMANS 290 687



SOCIÉTÉ MONDIAL "GO"

5, rue d'Alexandrie - 75002 PARIS

snootie

PRÊT À PORTER FEMININ

347 rue saint-martin
75003 paris
272 11 49
sarl capital 20 000

Pompes Funèbres et Marbrerie Funéraire
MARBRERIE DE BAGNEUX

Jacques BANATEAU

Evite aux familles toutes démarches pour Inhumations - Toilettes mortuaires

Linceuls - Transports de corps Paris-Province-Israël et tous Pays
Achats de terrains, constructions de caveaux
Monuments, Gravures, Photos, Portraits
Maison conventionnée

122, avenue Marx Dormoy
92120 MONTROUGE

(face la Porte principale du cimetière de Bagneux): 656.74.74

■ courrier ■

sexisme ordinaire

Je vous félicite pour la publication de cette reproduction de publicité que vous avez intitulée : « L'éternel féminin prend un coup de vieux » (Droit et liberté de septembre 1980).

Cette publicité — comme beaucoup d'autres d'ailleurs — véhicule hélas une pensée répandue : le sexisme, qui en lui-même est une variante, une sorte de racisme lui aussi malheureusement « ordinaire ».

Cet aspect du racisme n'est pas souvent — et assez — abordé, on l'oublie un peu. En parler est déjà « quelque chose », c'est bien.
Valérie PICQUENARD

juifs ou sionistes

Pour Robert Smolar (droit et liberté, septembre 1980), les publications soviétiques antisémites ne sont qu'antisémites. Tout comme les bombes qui explosent en Israël !...

Sa conclusion donne à entendre que, du côté arabe, il n'y a que le « Palestinien qui lutte sur son sol ». Les féodaux pétroliers, les Kadhafi et Khomeiny, il ne les connaît pas. Du côté juif (ou sioniste) il n'y a que Rothschild et Begin. Voilà qui rappellera quelque chose à ceux qui ont payé pour savoir où cela mène...

Pour revenir aux publications antisémites en URSS, puisqu'il en ignore tout, signalons-lui cette phrase extraite d'un texte de l'historien Lev Korniev parue dans « Pionerskaya Pravda » : « Les juifs tiennent dans leurs mains les deux tiers de la production mondiale d'instruments de mort ».

Il est bien question de « juifs » et cette formule sort tout droit des « Protocoles des Sages de Sion ». Faudrait-il être autruche pour être ami de l'URSS ?

Henry BULAWKO
Paris

le goût du mépris

Je voudrais vous exposer certains faits tout à fait réels, qui sont pourtant non seulement contestés, mais devant lesquels la majorité, sinon la totalité des Blancs ferme les yeux pour plus de commodité et de bonne conscience...

Je veux évidemment parler des actes de racisme que j'ai à subir dans ce pays depuis 8 années déjà. En effet, je suis Sénégalais et, comme nombre de mes compatriotes et frères de couleur, je me trouve sans cesse en proie à des difficultés de tous ordres et à des humiliations que je ne peux plus supporter. Je n'en peux plus de laisser passer certains coups qui me sont portés, je veux lutter non seulement pour moi-même mais aussi pour défendre la cause des autres Noirs et de mes enfants, nés métis, qui subiront le même sort que moi s'ils ont le malheur de vivre encore dans ce pays d'ici quelques années, surtout lorsqu'ils seront en âge de travailler.

Aujourd'hui, il s'est produit un fait que je ne peux oublier et qui m'offense tant que je

dois vous en faire part. Cela a eu lieu dans un café restaurant de ma région. Je me suis présenté vers midi accompagné de ma femme, qui est Française, et de mon fils âgé de 3 ans. Nous avons commandé deux menus à 100 F., donc pas les moins onéreux.

Les deux premiers plats ont été servis mais, deux heures plus tard, nous attendions toujours le plat de résistance... et pourtant nous n'étions pas les derniers attablés car, lorsque nous sommes entrés, seule une table était occupée dans la salle du restaurant. Au fur et à mesure, la pièce s'est remplie et certains, donc arrivés bien après nous, en étaient au dessert alors que nous en étions seulement aux hors-d'œuvre !

Après avoir demandé la suite sans que celle-ci nous soit servie, nous avons demandé la note à la patronne qui refusa d'admettre les faits et nous fit payer les menus complets (ci-joint photocopie de l'addition). Croyez-moi, cela s'est produit uniquement par mépris pour ma race et pour cela, encore une fois, je dus m'abaisser et perdre de l'argent.

Cela n'est qu'un fait pour vous expliquer notre position dans cette société, mais combien s'en sont produits et s'en produiront encore !

Merci de m'avoir entendu.

M.K.
Haut-Rhin

l'argent n'a pas de couleur

Samedi 24 mai 1980, aux environs de 16h30-17 heures, dans un hypermarché de Nancy, deux jeunes, dont un Noir et un Algérien de 8 à 9 ans sont entrés pour acheter une bouteille de limonade et ont un peu fait le tour des rayons.

Ces jeunes n'ont pas volé : ils ont été pourtant fouillés par un surveillant de ce magasin qui, en présence de pas mal de clients, s'est permis d'insulter ces gosses : « sale Noir, bougnoule, retournez chez vous, ne venez pas nous emmerder ici ».

Franchement, pensez-vous que c'est normal de traiter des gens comme des chiens ?

Je suppose qu'un centre commercial est un lieu public ouvert à tout le monde quelles que soient la race, la couleur, l'argent n'a pas de couleur. Ou alors que l'on mette une affiche « n'accepte pas les étrangers » ; ainsi, on comprendrait.

Si je vous écris, c'est que je suis aussi concernée que ces jeunes gens car je suis Antillaise.

Mlle Reinette FUNDERE
54, Jarville la Malgrange

pourcentages universitaires

Quelques remarques au sujet de la lettre à L. Brejnev parue dans droit et liberté de juillet-août 80.

Les jeunes juifs soviétiques sont, dans leur majorité, issus des grandes villes et de ce que nous appelons ici les classes moyennes, et là-bas les travailleurs intellectuels : médecins, ingénieurs, etc.... (ce n'est pas un reproche, c'est comme ça).

Et par conséquent, ils se sont trouvés longtemps favorisés, au plan universitaire, par rapport aux jeunes issus de la classe ouvrière ou paysanne.

Mais aujourd'hui, le niveau de l'éducation a fait de tels progrès en URSS que la différence entre ces diverses couches sociales disparaît. Il y a donc, dans les Universités, de plus en plus de jeunes soviétiques originaires de toutes les Républiques, y compris celles qui avaient un retard culturel considérable.

On ne saurait s'étonner, dans ces conditions, de voir le pourcentage des jeunes juifs diminuer dans l'enseignement supérieur par rapport au nombre total d'étudiants, même si leur pourcentage augmente par rapport à la population juive... A moins que l'on ne considère les juifs comme globalement surdoués !

En fait, ces progrès vont jouer aussi contre les Russes, les Ukrainiens, et en faveur des Arméniens, Ouzbeks, Tadjiks, etc... C'est très bien ainsi : le même départ pour tous, et que le meilleur gagne !

Germaine RABINOVITCH
Paris 9^e

ses parents n'ont jamais voulu me voir

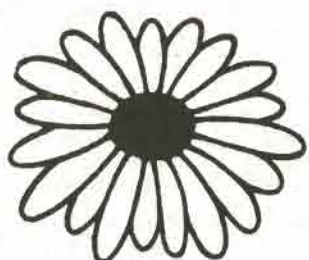
En 1976, j'ai quitté mon pays (Mauritanie) dans le but de poursuivre mes études universitaires en France et je me suis inscrit à l'Université. En 1978, j'ai fait la connaissance d'une fille française, étudiante également, nous nous sommes aimés et la jeune fille décida un jour de m'inviter chez ses parents. Ceux-ci se sont radicalement opposés à l'invitation. Son père alla jusqu'à déclarer qu'il n'est pas question de recevoir un Noir chez lui.

Un jour, la jeune fille décida de m'épouser et de me suivre en Afrique ; nous nous sommes mariés et un enfant est né de notre union.

Depuis la naissance de notre enfant, la famille raciste de ma femme commença à s'introduire dans la vie de notre couple. Ils veulent se rapprocher de leur fille et utilisent notre fils comme instrument de ce rapprochement. Ma femme a totalement basculé du côté de ses parents. Elle veut divorcer. Je suis d'accord pour le divorce, mais je risque de perdre tout contact avec mon fils.

Le but principal de mes beaux-parents c'est de démontrer que le mariage mixte est une bêtise et que les Noirs sont incapables de vivre avec des « civilisés ».

N.M.



maillots de bain

bilytis
PARIS

piédssensibles

les chausseurs
du confort et de l'élégance

Choix unique en chevreau
en sports et en bottes

(1^{er}) 5, rue du Louvre (Métro Louvre)

(9^{es}) Gare Saint-Lazare - 81, rue Saint-Lazare (M^o St-Lazare - Trinité)

(6^e) Rive gauche - 85, rue de Sévras (Métro Sévres-Babylone)

(10^e) Gare de l'Est - 53, Bd de Strasbourg (Métro Château d'Eau)

Magasins ouverts tous les lundis.

**avez-vous renouvelé
votre abonnement
à droit et liberté ?**

au sommaire

■ l'événement ■

300 000 contre le racisme,
contre le fascisme p. 1
par *jean-louis sagot-duvaux*



la photo de la une est d'Elie Kagan

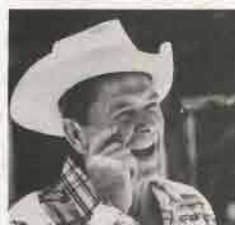
■ document ■

le pouvoir et les nazis p. 9
par *m^e roland rappaport*



■ point chaud ■

u.s.a. : lincoln n'est pas candidat p. 16
par *robert pac*



afrique du sud : nelson mandela . p. 18
par *racine maiga*



■ sur le vif ■

les immigrés ont servi
de banc d'essai p. 19
un entretien avec le juge *bidalou*



les deux interprétations de
l'accord franco-algérien p. 21

droit et liberté mensuel

120 rue saint-denis, 75002 paris - téléphone 233 09 57 - c.c.p. 9239-81 paris

directeur de la publication

albert lévy

rédacteur en chef

jean-louis sagot-duvaux

comité de rédaction

jean-pierre giovenco

jean-pierre barrizien, mireille carrère, delphine deporte, philippe jarreau, patrick kamenka, félix lambert, racine maiga, marc mangin, stephane mayreste, robert pac, yves person, théo saint-jean, abdelhak senna, pierre-andré taguieff, yves thoraval, jean-yves treiber, pierre vidal, slimane zéghidour.

abonnements un an 60 F, soutien 120 F, étranger 90 F, publicité au siège du journal

ATTENTION!

LE RACISME
MENE AU
FASCISME



De nombreuses publications ont reproduit le dessin de l'affiche du **mr ap** : « *Attention, le racisme mène au fascisme* ». Cette affiche est disponible au **mr ap** pour la somme de 5 F. (2,50 F. pour les comités locaux, tarifs dégressifs suivant la quantité demandée).

Le même motif a été édité en autocollant (1 F. + 1,40 F. frais de port ; 0,50 F. pour les comités locaux).

Une série de quatre cartes postales reprenant également le même dessin peut être demandée au siège du Mouvement (5 F. + 2,50 F. frais de port ; comités locaux 2,50 F.). Il s'agit d'une série de cartes-pétitions à envoyer, l'une au Président de la République, l'une au ministre de la Justice, l'une au Préfet du département et la dernière au **mr ap** pour demander que soient recherchés et mis hors d'état de nuire les auteurs d'attentats racistes et néo-nazis.

Je désire obtenir poster(s) « *Le racisme mène au fascisme* »

OUI/NON

..... autocollant(s)

OUI/NON

..... série (s) de cartes postales

OUI/NON

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

.....

JE VERSE

A renvoyer au **mr ap**, 120, rue Saint-Denis, 75002 Paris - C.C.P. 14 825 85 Paris.

■ éditorial ■

ce jour là

La manifestation géante du 7 octobre à Paris fera date dans l'histoire des luttes contre le racisme. Le **mr ap** agissant comme catalyseur, c'est le peuple dans sa masse, un et multiple, qui a déferlé pendant quatre heures, en un double cortège, de la Nation à la République. Dans la France entière, en quelques jours, le même sursaut a jeté dans les rues des foules d'une densité rarement égalée.

C'est ainsi que s'explique l'unanimité réalisée, le temps d'une minute de silence, à l'Assemblée Nationale, ou encore la présence dans les défilés d'hommes politiques liés à ceux que les manifestants mettaient vivement en cause pour leurs complaisances envers l'extrême-droite et leur laxisme envers les auteurs d'attentats. L'opinion française, dans toutes ses composantes, affirmait avec éclat sa réprobation de la violence raciste, et c'eût été s'isoler, perdre la face que de ne pas se fondre en ce mouvement irrésistible.

Après ces journées de mobilisation fiévreuse, on peut considérer que, pour l'essentiel, et malgré les nombreuses tentatives de diversion, les positions défendues par le **mr ap** se trouvent renforcées par un puissant soutien populaire.

S'il est vrai que, pour des raisons historiques, sociales et politiques — qu'il conviendra de mieux analyser — l'antisémitisme rencontre dans ce pays une plus grande sensibilité, le lien est apparu plus clairement entre lui et les autres aspects du racisme, notamment le racisme anti-arabe, qui a fait des dizaines de victimes en France ces dernières années, le lien, aussi, avec les autres aspects du fascisme qui amalgame dans une haine commune tout ce qui résiste à l'« ordre » noir.

A travers les manifestations, s'exprimait la conviction que le combat contre telle forme de racisme ne concerne pas seulement ses victimes directes, mais la société toute entière, qui se trouverait gravement atteinte dans sa sécurité globale et dans ses fondements démocratiques si elle ne mettait pas hors d'état de nuire ceux qui veulent la fractionner et l'intimider par la terreur.

Les criminels de la rue Copernic échapperont-ils aux recherches et au châ-timent, comme les assassins de Laïd Sebaï, Henri Curiel, Pierre Goldmann et ceux qui ont perpétré près de deux cents attentats dans les 18 derniers mois ?

Sans préjuger des résultats de l'enquête, on peut craindre que l'insistance à privilégier certaines « pistes » et l'exploitation qui en résulte dans les médias ne tendent à faire naître d'un acte de racisme anti-juif un courant de racisme anti-arabe. Parallèlement, on voit se déployer de nouveaux efforts pour faire oublier les responsabilités des pouvoirs publics et minimiser la réalité dangereuse des groupes fascistes organisés.

C'est dire que la vigilance et l'action ne doivent pas faiblir pour imposer le démantèlement des groupes terroristes, quels qu'ils soient, dans les bas-fonds où se côtoient truands politiques à usages multiples et truands de droit commun. D'autre part, la constitution d'une commission d'enquête parlementaire s'impose pour élucider les raisons de l'impunité dont bénéficient jusqu'à présent les plastiqueurs.

En préconisant la tenue dans toute la France des états-généraux de la lutte contre la violence raciste et le néo-nazisme, le **mr ap** entend renforcer encore cette vigilance, et donner aux manifestations d'octobre un prolongement efficace.

Albert LEVY

300.000 contre le racisme contre le fascisme

Une fois de plus, le racisme a tué. Mais cette fois, les conditions particulièrement atroces du massacre, la sensibilisation de la population aux violences néo-nazies ont permis l'expression d'un des plus puissants mouvements de protestation contre le racisme que la France ait connu dans son histoire.

Vendredi 3 octobre, 6 heures 30. Le téléphone sonne au siège du **mrmap** : « Il y a eu un attentat à la synagogue de la rue Copernic ; on dit qu'il y a des morts. Qu'est-ce que vous allez faire ? ».

La tragédie est là. Atroce. Quatre personnes assassinées. Une Israélienne, un Portugais et deux Français, comme pour montrer toutes les faces de l'horreur nazie qui s'attaque d'abord aux juifs, aux étrangers, mais dont la haine touche la société entière.

Quatre vies fauchées parce qu'un groupe de criminels voulait « tuer du juif ». Et combien d'autres diminuées par des blessures parfois irrémédiables ?

Déjà, le vendredi 26 septembre, une semaine seulement avant l'attentat de la rue Copernic, quatre institutions juives, l'école Lucien de Hirsch, avenue Secrétan (Paris 19^e), la maternelle de la rue Lamarck (Paris 18^e), la synagogue de la rue de la Victoire (Paris 9^e) et le Mémorial du Martyr juif inconnu (Paris 4^e) avaient été mitraillés à l'arme de guerre.

Au même moment, à Munich, autre attentat aveugle commis par un membre du groupe néo-nazi Hoffmann I Bilan : 14 morts et près de deux cents blessés parmi la foule qui se trouvait là à l'occasion de la fête de la bière.

L'émotion est considérable, d'autant plus qu'en France comme en Allemagne Fédérale, la responsabilité des pouvoirs publics éclate au grand jour. Les néo-nazis bénéficient dans les deux pays d'une inépuisable indulgence.

scandaleuse impunité

Immédiatement, le **mrmap** appelle à un rassemblement populaire de mobilisation antiraciste, le mardi 30, devant le Mémorial. Dès 17 heures 30 — la manifestation est convoquée pour 18

heures — la foule est nombreuse, rue Geoffroy-Lasnier. La circulation s'arrête sur le quai. Ce sont bientôt 10 000 personnes qui crient ensemble : « Le fascisme ne passera pas ».

Alain de Rothschild, président du **CRIF** (Conseil représentatif des institutions juives de France) rappelle, au nom de la communauté qui vient d'être visée par ces attentats, la nécessité d'agir plus vigoureusement contre les groupes qui se réclament du nazisme.

Marie-Madeleine Fourcade, pour la **LI-CRA** (Ligue internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme), évoque, dans une allocution émouvante, les combats de la Résistance et appelle à reprendre aujourd'hui les idéaux qui ont mené à la victoire de jadis.

Dans un discours particulièrement applaudi, Albert Lévy, secrétaire-général du **mrmap**, s'emploie, pour sa part, à définir l'objectif des luttes contre le racisme et les moyens du nécessaire rassemblement.

Devant le mémorial, de gauche à droite : le Grand Rabbin Kaplan, Jean Pierre-Bloch, Charles Palant, Henri Bulawko. Au centre : Albert Lévy.



Photo Elie Kagan

« Rassemblés ce soir, s'écrie-t-il, vivement encouragé par la foule, juifs, chrétiens, Français de toutes tendances, immigrés de diverses nationalités, parce que la communauté juive a été visée, nous nous devons de riposter avec la même vigueur chaque fois qu'un acte raciste est commis, quelles qu'en soient les victimes ».

Situant ces attentats dans le cadre plus général du développement du racisme, il pose la question de fond : « Il faut qu'on sache clairement dans quelles conditions et jusqu'où les groupes racistes et fascistes pénètrent l'appareil d'Etat, qui les a mis en place, qui s'appuie sur eux et grâce à quelles protections, quelles accointances ces groupes peuvent bénéficier d'une aussi scandaleuse impunité ».

Ces mots vont prendre une acuité tragique, trois jours plus tard, avec la tuerie de la rue Copernic. Les syndicats de police de la **FASP** (Fédération autonome des syndicats de police) décident en effet de révéler, devant l'ampleur du drame, la tolérance des autorités face aux infiltrations nazies dans la police. Les syndicats expliquent, avec raison, que cette réalité ne peut être tolérée par les policiers républicains qui veulent honnêtement exercer leur métier.

« notre europe » persiste et signe

Ainsi, 20 % des membres de la **FANE** seraient des policiers ! C'est d'ailleurs ce que reconnaissait le dernier numéro de *Notre Europe*, organe du groupe dissous, dans sa parution de septembre qui se recommande d'ailleurs toujours de ce mouvement et qui bénéficie encore de la « commission paritaire » :

« L'affaire Durand, peut-on y lire, a ridiculisé une fois de plus le ministre de la police en montrant que, pour la première fois, ce n'était plus la police qui infiltrait les nazis mais les nazis qui infiltraient la police jusqu'à se voir confier la protection du Grand-Rabbin Kaplan et du communiste Ellenstein... Une cellule du Parti Communiste du 10^e arrondissement demandant l'interdiction de la **FANE**, au printemps dernier, joignit à son dossier une affiche « Libérez Rudolf Hess » arrachée d'un mur. Quelle fut la réaction des policiers ? Ils accrochèrent l'affiche dans leur bureau en disant : « C'est des gars comme ça qu'il faudrait au gouvernement pour virer tous les nègres ».

Quelques jours après l'attentat de la rue Copernic, ces policiers arrêtaient Paul Jehne, responsable du comité de quartier du 10^e arrondissement, qui avait d'ailleurs témoigné pour le **mrmap** au procès de Frédricksen. En effet, Paul Jehne, qui collait des affiches du **mrmap**, était intervenu au moment où un incendie s'était déclaré dans l'immeuble de la **FANE**, mettant en danger les habitants. Gardé à vue pendant 48 heures, les questions les plus insolites furent posées à un homme pourtant bien connu des policiers à qui il était venu maintes fois, et en vain, de-



Photo Jarreau

L'attentat de la rue Copernic

mander d'intervenir contre les activités de Frédricksen et de ses sbires.

« Etes-vous juif ?... Connaissez-vous des juifs ? Combien ? Combien y a-t-il de juifs au **mrmap** ? » etc.

Mais, au-delà des interrogations légitimes sur l'incurie gouvernementale, c'est l'émotion populaire, profonde, puissante, qui domine.

Immédiatement après l'attentat, le **mrmap** appelle à se rendre sur les lieux pour manifester la solidarité avec les victimes et la communauté juive. Plusieurs centaines de personnes entourent les barrières de police quand M. Bonnet, ministre de l'Intérieur arrive. Quelques jours auparavant, il affirmait qu'il ne fallait pas prendre au sérieux les apologistes de la violence raciste. Aujourd'hui, au milieu des décombres, alors qu'on essaie d'en dégager morts et blessés, ses paroles apparaissent dérisoires et tragiques. C'est tout naturellement vers son ministère que se dirigent quelques groupes que le trop plein d'émotion pousse à « faire quelque chose » tout de suite.

le crime injustifiable

Charles Palant, vice-président du **mrmap**, ancien déporté d'Auschwitz, sort de la synagogue visiblement bouleversé. Il exprime bien le sentiment de tous ceux qui se pressent autour de lui en appelant à la mobilisation immédiate contre le racisme pour « arrêter ça ».

Le samedi 4, une délégation du **mrmap** se trouve à la synagogue de la rue Copernic, pour le service religieux où se sont retrouvées des milliers de personnes. Nombre d'entre elles suivent ensuite la banderole de l'organisation sioniste de Me Hadjenberg, le **Renouveau juif**, en direc-

droit et liberté ■ n° 395 ■ octobre 1980



Photo Morel

Le 4, 25 000 personnes avec le **mrmap**, sur les Champs-Élysées.

tion de la place Beauvau où se trouve le ministère de l'Intérieur. Le **mrmap**, pour sa part, a appelé toutes les organisations qui le désirent à s'y rendre en délégations entre 14 et 17 heures. Très rapidement, les délégations se transforment en une puissante manifestation, houleuse, combative. Albert Lévy, secrétaire général du **mrmap** et M^e Roland Rappaport, membre du bureau national sont reçus pendant environ une heure par M. Bonnet.

En sortant, hissé sur une 4 L, le secrétaire général du **mrmap** rend compte de l'entrevue. Le ministre a promis — mais un peu tard — des mesures de protection pour les institutions juives et s'est engagé à dissoudre les groupes néo-nazis. Il a paru surpris des révélations accablantes faites par M^e Rappaport sur l'indulgence des pouvoirs publics à l'égard des nazis (voir l'article suivant).

La foule paraît, en tout cas, bien décidée à ce que M. Bonnet revienne de sa

Le 7, contre tous les racismes



Photo Fayard - SEPIA

surprise. Elle prend presque spontanément, derrière la banderole du **mrmap**, la prestigieuse avenue des Champs-Élysées qu'elle remonte, 25 000 personnes prêtes à lutter contre le racisme sous toutes ses formes, avec les points de lumière que forment les affiches du **mrmap** « Attention, le racisme mène au fascisme ! ».

Mais ce n'est encore que le début de la gigantesque mobilisation populaire que va connaître la France toute entière. En Province, 35 comités locaux du **mrmap** appellent à des manifestations où se joignent spontanément les forces les plus diverses. Chacune réunit plusieurs milliers de personnes : Lyon, Marseille, Nice, Lille, Bordeaux, Amiens, Vichy, Clermont-Ferrand, Nantes, Toulouse, Orléans, Saint-Quentin, Evreux, Compiègne, Strasbourg, Nancy, Montbéliard, Besançon, Toulon, Limoges, Thionville, Rouen, Creil, Le Mans, Metz, Longwy, etc. C'est une véritable carte de la France antiraciste, de la France qui refuse la violence néo-nazie.

A Paris, le 7 octobre, de la Nation à la République, c'est une véritable marée humaine qui va défilé durant quatre heures derrière l'immense banderole du **mrmap** : « Halte au racisme, halte au fascisme ». Le parcours initialement prévu (par la Bastille) ne suffit pas pour déborder la place de la Nation et il faut dédoubler le cortège dont une partie emprunte le boulevard Voltaire.

Manifestation variée, nouvelle. Les grandes formations politiques et syndicales sont là avec leurs dirigeants : Georges Séguy, Edmond Maire, François Mitterrand, Georges Marchais, André Henri ; mais il y a des écoles, des universités qui se sont déplacées en tant que telles, professeurs et élèves unis dans une même réprobation, dans une même



Photo Etienne de Malglaive - SEPIA

De la Nation à la République, le 7 octobre, 300 000 personnes contre le racisme, contre le fascisme

volonté antiraciste. Il y a des groupes comme le MLF qui expriment leur condamnation de ceux qui transforment en crimes leurs préjugés délabrés.

Il y a des groupes d'immigrés, des Tziganes, la délégation, très applaudie, des syndicats de police. Bien sûr, la communauté juive, avec laquelle on est venu se solidariser, est fortement représentée derrière sa banderole « La communauté juive de France contre le racisme et le terrorisme ».

On est presque étonné de se retrouver tous là, contre le racisme, contre tous les racismes. Quelle image splendide ! Les racistes voulaient sans doute isoler la communauté juive. On sent combien leur entreprise rencontrera de résistance. Les quelques incidents provoqués par le service d'ordre musclé du **Renouveau juif** ou du **Béтар** (1) — « Vous n'êtes pas juifs, vous n'avez rien à faire ici », s'entendent dire certains militants antiracistes — ne peuvent ternir l'impression dominante : la riposte est bien, cette fois, à la mesure de l'horreur.

Durant tout le cortège, le gouvernement, dont la passivité, pour ne pas dire plus, est en grande partie responsable de l'audace nouvelle des racistes, est mis en accusation. Un groupe, qui ne comprend pas qu'on ait pu mobiliser des dizaines de policiers pour expulser Simon Malley, le directeur d'**Afrique-Asie**, et que si peu soit fait contre les assassins fascistes, lance le slogan : « Expulsez Bonnet, rendez-nous Malley ! ».

On sent une certaine tension lorsqu'à la fin de la manifestation, solidement pro-

tégés par le service d'ordre de la LICRA, quelques députés de la majorité (qui se sont décidés à venir le matin même) apparaissent sur la place de la République, mais tout compte fait, le grand gagnant, c'est le combat contre le racisme.

le rôle de catalyseur et de rassembleur

La Presse a donné un écho très important aux diverses initiatives du **mrp** et notamment à la grande manifestation parisienne. La plupart des quotidiens reconnaissent que « le **mrp** a joué le rôle de catalyseur et de rassembleur ».

Pour **Nice-Matin**, « C'est une véritable mer humaine qui a déferlé... à l'appel du **mrp** », thème repris par l'**Echo Républicain** : « Tous derrière le **mrp** » ; le **Républicain Lorrain** : « Démonstration de force réussie » ; le **Populaire du Centre** : « Contre le fascisme et l'antisémitisme, marée humaine à Paris ».

Dans la Presse parisienne, la force de la manifestation a également impressionné. L'**Humanité** titre : « Ils étaient des centaines de milliers, hier, dans les rues de Paris, à l'appel du **mrp**, contre tous les racismes : la riposte populaire ». Le **Matin**, sur toute la première page, salue le : « Non au racisme » des Parisiens.

« Tous ensemble », écrit **France-Soir** en caractères énormes.

Bertrand Laurier, du **Quotidien**, note : « Si l'on voulait tirer un enseignement et une morale de la manifestation, on pourrait dire que le **mrp** a gagné une fameuse victoire. Celle d'avoir joué, l'espace de quelques heures, le rôle de catalyseur et de rassembleur ».

Mais la vraie victoire, c'est le renforcement de la conscience antiraciste du pays, un travail de longue haleine auquel il faut s'atteler dès aujourd'hui.

Et puis, pour la deuxième fois dans l'histoire du Parlement, le **mrp** a été à la base d'un vote unanime de l'Assemblée Nationale, puisque tous les députés ont voté ensemble une suspension de séance pour pouvoir se rendre, selon les mots du président Chaban-Delmas, à la manifestation du **mrp**. La première fois, c'était pour la loi du 1^{er} juillet 1972 contre le racisme !

Jean-Louis SAGOT DUVAUROUX

(1) De nombreux militants du **mrp** ont été choqués, et nous en ont fait part, du comportement agressif et « particulariste » du **Renouveau juif** et du **Béтар** qui ont défilé sous le drapeau israélien. Ils ont notamment été surpris que de nombreux slogans antipalestiniens aient été proférés à cette occasion et que des banderoles assimilent l'OLP à la **FANE** et les antisémites à des antisémites.

Le **mrp** regrette en effet ces incidents qui n'ont pas pu, cependant, ternir l'esprit de la manifestation. Un tel rassemblement méritait qu'on respecte les mots d'ordre sur lesquels il avait pu se constituer, contre le racisme, contre le fascisme. C'est ce qu'ont fait l'immense majorité des participants.

Marc Fredriksen, au banc des accusés le 19 septembre dernier.



d.r.

le pouvoir et les nazis

Une organisation qui revendique ouvertement des attentats et que le Parquet poursuit pour... délit de presse, voilà une bien singulière affaire. C'est pourtant ce qui s'est passé au procès intenté à M. Fredriksen, dirigeant du groupe néo-nazi dissout, la **FANE**, inculpé au terme de la loi de 1972 contre le racisme, pour incitation à la haine raciale, dans le journal dont il était directeur : « Nouvelle Europe ».

L'homme et ses sbires, prévenus libres malgré les nombreux crimes dont ils se vantent, ont fait profession de nazisme devant le tribunal. Certains journaux n'ont voulu retenir du procès que ces particularités ethnographiques, gommant purement et simplement les révélations de M^e Rappaport, avocat du **mrp**, sans doute parce qu'elles étaient accablantes... pour le pouvoir.

Dans une plaidoirie particulièrement documentée, l'avocat montre, sans démenti possible, que les autorités ont sciemment couvert les activités criminelles des néo-nazis. Elles l'ont fait avec obstination, refusant de poursuivre, élargissant des personnes convaincues de délits ou de crimes, assurant de fait, aux criminels racistes, la protection qu'elles refusent à leurs victimes.

Fredriksen ne serait qu'un minable paranoïaque s'il ne bénéficiait, lui et les siens, d'aussi étranges complicités.

Droit et liberté vous permet de juger sur pièces en reproduisant l'irréfutable démonstration de M^e Roland Rappaport.

M. le Président, Messieurs du Tribunal, je trouve que M. Fredriksen est bien seul ici aujourd'hui. On n'a pas fait beaucoup d'efforts pour amener sur ces bancs les autres responsables des articles, dont vous avez déjà eu l'économie et que vous connaissez pour les avoir examinés.

M. Fredriksen disait : « je prends la responsabilité de tout », et, M. le Président, vous vous étonniez parce que vous connaissez votre dossier, et vous demandiez : « Y compris des articles signés Henry-Robert Petit ? ». Fredriksen vous répondait « oui ». C'est sa stratégie d'aujourd'hui.

Mais à l'instruction, interrogé sur les mêmes sujets, il a dit : « Je reconnais tout sauf les articles signés d'Henry-Robert Petit ». Je dirai dans un instant pourquoi je suis amené à me poser une première question : pourquoi les autres signataires des articles, pourquoi ceux qui répandaient cette propagande ne sont pas ici aujourd'hui ? Où est Michel Faci ? Michel Faci est le rédacteur en chef de **Notre Europe**, sous son nom, de juin 1978 à septembre 1979, premier numéro poursuivi. Leloup n'est pas Fredriksen mais Michel Faci. Ça résulte à l'évidence du dossier, et mon ami Jouanneau en a apporté encore une preuve supplémentaire tout à

l'heure, il a produit un poème signé de Michel Leloup, eh bien, on lit dans **Notre Europe** que Faci ajoute à ses autres talents celui de poète.

Mais il n'y a pas ce seul élément pour le démontrer, il y a les photos de Faci-Leloup, sa présence aux côtés de Fredriksen à tel ou tel meeting à travers la France.

Michel Faci est présent tout au long des numéros jusqu'au bout, comme responsable de cette « foire à la ferraille », qui consiste, comme vous le savez, à vendre toutes les médailles des mouvements nationaux-socialistes.

Quand la presse interroge Fredriksen, et vous savez qu'il est volontiers plus bavard qu'aujourd'hui, eh bien il ne cache pas que Leloup est Michel Faci. Nous le savons à partir du dossier et des indications que nous avons.

Est-ce que Leloup est moins responsable dans ce qu'il écrit que Fredriksen ? Nous pouvons en avoir rapidement un aperçu en examinant les numéros.

Faci joue dans la **FANE** un rôle extrêmement important sur le plan international. Il est celui qui, pour le compte de la **FANE**, se rend en Amérique Latine pour y former des sections d'assaut, je n'affabule pas, je lis dans le numéro de novembre 1978 : « Faci

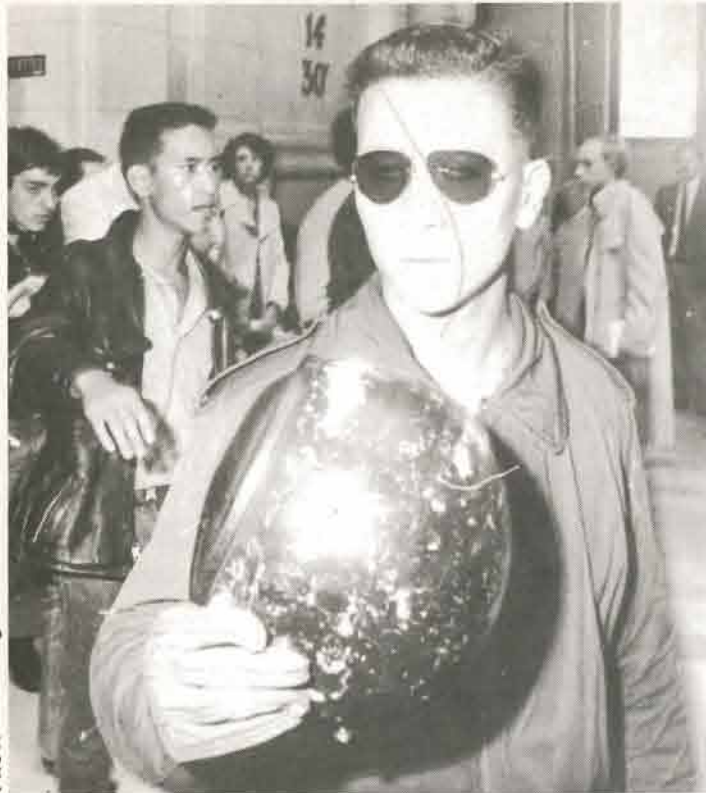


Photo : Elie Kagan

Les « gardes du corps » du führer de la FANE.

Europe, un nom que l'actualité de cet été nous a révélé : Paul Durand.

Pensez-vous que Paul Durand est un collaborateur occasionnel ? Il a écrit entre le mois de novembre 1978 et le mois de juillet 1979, sous son identité, six articles, mois après mois, régulièrement.

Il était membre du comité de rédaction. Quels étaient ses sujets de réflexions ? Le courant « national révolutionnaire » en Italie. Il est en liaison avec plusieurs maisons d'édition en Italie, dont l'une est aujourd'hui dirigée par Claudio Muti, auteur en particulier d'une « longue et remarquable introduction d'un recueil de discours d'Adolph Hitler concernant le national-socialisme »...

« Pour un mouvement national révolutionnaire, faire des concessions est dans tous les cas inutile et dangereux, ce n'est pas en modérant nos conceptions idéologiques que nous acquérons une audience supplémentaire, mais au contraire en adoptant une attitude intransigeante ».

C'est bien sûr le même Paul Durand qui écrit : « Pour une optique national-socialiste, pensée plus action. Il ne faut jamais laisser perdre de vue que la pensée d'hommes comme Hitler, Salazar ou Doriot allait bien au-delà du racisme primaire et s'imbriquait dans une vision globale du monde, qui fait la force de notre courant d'idées ».

Cet inspecteur, au moment où il écrivait, était encore attaché au service des « Renseignements Généraux ». Il a fallu, paraît-il, la presse italienne pour révéler à notre Ministère de l'Intérieur l'existence dans ses rangs de ce journaliste régulièrement attaché et publiant sous son nom dans **Notre Europe**.

Il faut de même s'interroger sur l'attitude du pouvoir en face de la FANE, se demander pourquoi la FANE, pourquoi **Notre Europe**, qui avait cessé de paraître en 1973, nous dit le premier numéro de juin 1978, a pu, pendant 18 mois, publier des articles de la même eau ; même si les adjectifs se font plus virulents, les thèmes sont les mêmes depuis le début.

Pourquoi a-t-il fallu 18 mois pour l'ouverture des poursuites ? C'est une question à laquelle j'espère avoir tout à l'heure du côté du Ministère Public quelques éléments de réponse, mais j'ai mon opinion à cet égard.

« Il faut rapatrier, écrivait **Notre Europe**, tous les émigrés, les parasites qui exploitent nos peuples, sans indemnité, par bateau à destination d'Afrique du Nord et... d'Israël ». Darquier de Pellepoix, toujours selon **Notre Europe**, avait raison. Robert Faurisson aussi, bien sûr. Menaces précises. Menaces tout à fait inquiétantes.

« Nous n'aurons pas à nous gêner, lit-on encore, si un jour un contexte politique favorable nous permet de balayer définitivement, et avec des moyens appropriés, les germes qui gangrènent l'Occident ».

« D'ailleurs, la mise en place d'une « Internationale blanche », je dirais pour ma part plutôt noire, écrit Michel Faci, « passe progressivement de l'état de vœu pieux à celui de collaboration directe et technique », ce qui est parfaitement exact.

On s'en prend, bien sûr, aux organisations qui sont aujourd'hui sur le banc de la partie civile, comme le **mrp** ou la **LICRA**, dont on dit — c'est toujours Michel Faci qui parle — « qu'elles sont les émanances d'une ethnie que nous ne précisons pas pour ne pas être condamnés nous-mêmes ».

Il faudra 18 mois pour que les poursuites s'engagent. Je veux ici analyser la façon dont elles ont été conduites. Depuis longtemps déjà le **mrp** dénonçait le danger. **Droit et liberté**, le mensuel du **mrp**, a consacré un premier article à la FANE et à **Notre Europe** en mars 1978, sous le titre : « Pourquoi se gêner ? ». Dans un nouveau numéro, de quelques mois postérieur, mais déjà ancien, on terminait un article intitulé « Nazisme en vente libre » ainsi : « Devant une telle avalanche de faits, une question se pose : comment

expliquer la passivité des services de police ? Seraient-ils moins bien renseignés que le **mrp** ? ».

La question était tout à fait pertinente.

L'instruction s'est bornée à une seule audition !

C'est M. le Juge Breque que le Tribunal a chargé de conduire l'instruction. Il a délivré commission rogatoire le 6 décembre 1979, commission qui confère aux services de police les pouvoirs habituels, c'est-à-dire les plus généraux : enquêter sur les conditions de publication et de diffusion ; rechercher les auteurs ; pour y parvenir user de toutes possibilités conférées par la Loi en matière de perquisition, saisie, etc.

Eh bien vous savez, M. le Président, à quoi s'est bornée cette instruction ! A une audition, et une seule, de Fredriksen, et de personne d'autre. Il a fallu, pour y parvenir, trois mois et demi. La commission rogatoire est du 6 décembre, le premier interrogatoire du 12 mars. Interrogatoire si l'on peut dire !

En effet, Fredriksen, sur l'invitation de l'officier de police enquêteur, déclare qu'il entend user des possibilités qui lui sont conférées par l'article 105 du code de procédure et qu'il s'expliquera devant le juge d'instruction. Et il faudra encore un mois et demi.

Il aura fallu 4 mois et demi pour que Fredriksen indique au juge d'instruction qu'il s'expliquera plus tard à l'audience. Et l'instruction est terminée. Il n'y a pas eu d'autres actes d'instruction.

Aucune des recherches que l'on avait confiées à la police n'a été conduite à bien.

Ensuite, à partir des numéros du mois d'avril, on a procédé par voie de citation directe, en donnant à la police toujours les mêmes missions.

Interrogé au mois d'avril, M. Fredriksen indique cette fois — comme il n'y a pas de juge d'instruction il s'explique devant l'officier de police — le 10 avril exactement : « Je précise que je suis l'auteur des articles sauf ceux parus sous la signature d'Henry-Robert Petit ».

On s'attendrait à ce que Henry-Robert Petit soit au moins convoqué et interrogé. Eh bien, savez-vous ce qui se passe ? L'officier de police clôture de la manière suivante son procès verbal : « M. Fredriksen nous a fait savoir que cet article avait été écrit par M. Henry-Robert Petit, sympathisant de la FANE ». Sans autre indication. « Les vérifications effectuées n'ont pas permis d'identifier cette personne », ajoute l'enquêteur.

On ne saurait mieux se moquer du monde, puisqu'il s'agit de l'ancien adjoint de Darquier de Pellepoix, du directeur du **Pilori**.

Cet officier de police était peut-être jeune et n'avait conservé de cette époque aucun souvenir. Eh bien, si sa mémoire était défaillante, il lui suffisait de lire les numéros qu'on lui avait confiés pour apprendre ce que je viens de vous dire.

Dans l'éditorial du mois de février 1980, intitulé « FANE vaincra », il est écrit : « Dans un silence étonnant, les nationaux européens reçurent l'hommage d'Henry-Robert Petit, ancien directeur du **Pilori** et adjoint de Darquier de Pellepoix ».

Et si cet officier de police était paresseux, s'il répugnait à rechercher l'adresse du dénommé, il lui suffisait d'ouvrir les numéros de **Notre Europe** pour apprendre que Henry-Robert Petit était domicilié à Argenteuil, où il anime le « cercle amical de la presse indépendante ».

C'est ce que nous apprend le numéro 18 du mois de décembre 1979.

L'internationale noire

J'apprends, en lisant **Notre Europe**, qu'elle est affiliée à la **CE-DADE**, mouvement des ultras de la Phalange, qu'elle organise avec elle chaque année les camps d'été ou les solstices d'hiver.

Je sais qu'en Italie c'est avec l'**Agence Européenne d'Informations**, liée à **Ordre Nouveau**, interdit, que la FANE nourrit ses contacts. Je le sais comment ?

En lisant le numéro d'octobre 1979 de **Notre Europe** : « Un nouveau journal nationaliste-révolutionnaire lié au mouvement politique **Ordre Nouveau** est créé : l'**Agence Européenne d'Information**. Pour éviter les foudres de la répression, il est basé en Suisse, sa devise étant : il n'y a qu'un seul moyen d'améliorer la démocratie, c'est la détruire ».

Egalement la R.F.A., bien sûr, avec tous les nostalgiques de l'hitlérisme ; l'Angleterre, la Belgique, l'Europe du Nord. La Grèce n'est pas oubliée, avec le mouvement du 4 août, appelé ainsi en l'honneur de la dictature de Metaxas, dirigé par Kostas Plevris. C'est avec ce personnage que se sont entretenus, en vue de la préparation de l'attentat de Milan de 1969, les dirigeants du mouvement fasciste italien de l'époque. Il est très lié avec Giorgio Freda dont Frédéric Laurent, dans l'« **Orchestre Noir** » nous raconte les exploits.

La Turquie aussi. Miche Faci est allé en Turquie ; il a été reçu au Parlement par la frange d'extrême droite qui lui a donné aussi des leçons. Oui, la Turquie est au rang des correspondants.

En Amérique Latine, la FANE s'intéresse de très près au Salvador et salue les massacres qui s'y déroulent, tout comme au Pérou et en Bolivie.

Au Pérou, elle a pris des contacts avec le **Parti National-Socialiste Péruvien**. Le nom ne laisse planer aucune espèce d'incertitude. L'emblème est d'ailleurs la croix gammée.

Ce parti péruvien vient de demander, nous apprend le numéro d'octobre 1979, d'entrer en relation avec la FANE, à l'incitation de son chef Carbonel.

Et en Amérique du Nord, avec qui croyez-vous que la FANE entretient des relations ? Bien entendu avec le **Ku Klux Klan**. Elle a avec lui les relations les plus suivies.

Ces gens-là ont d'ailleurs une carte d'accréditation. « Nous avons fait imprimer une nouvelle carte pour 1980. Cette carte constitue une lettre d'introduction auprès des mouvements qui collaborent avec nous. Un adhérent qui voyage à l'étranger peut nous contacter, nous lui donnerons une liste de personnes et de groupes auprès desquels il trouvera le meilleur accueil », rapporte **Notre Europe**.

Ce n'est pas tout. La FANE a aussi des liaisons et des relations avec une droite plus classique. Je vous ai parlé tout à l'heure de la **Fédération Mondiale Anti-communiste**. Eh bien, nous ne sommes plus, cette fois, dans la zone directe du fascisme, mais dans celle de la droite internationale disposant de revues importantes, **Republica** pour l'Amérique latine, **Asian out-back** pour l'Asie du sud-est, deux journaux à très grande diffusion, et dont la FANE rend compte très régulièrement en faisant part des accords de coopération.

« tuer les rouges, ce n'est pas un crime mais un sport »

On retrouve un ancien du mouvement nazi-fasciste en France, Yves Jeanne. C'était le chef de la division française SS **Charlemagne**.

Après la guerre, en 1964, il avait tenté de reconstituer la branche française du **WUNS**, dont l'emblème est la croix gammée. Cette organisation a été très rapidement dissoute, mais Yves Jeanne est toujours là et le **WUNS** aussi.

Je suis forcé de prendre au sérieux cet appel téléphonique au **mrp** (n.d.l.r. le 19 septembre) de l'**Union Mondiale des Nationaux-Socialistes (WUNS)** disant : « Si nos camarades sont condamnés cet après-midi, les canailles dont les noms suivent : Albert Lévy, Jean-Louis Sagot Duvaux, Jean Pierre-Bloch, Serge et Beate Klarsfeld, seront abattus dans les 24 heures, comme les traîtres judéo-bolchéviques qu'ils sont. Heil Hitler ».

Nous sommes dans un pays où, depuis novembre 1977, ont eu lieu 122 attentats contre des syndicats, des associations, des militants de gauche, dont 37 — c'est le chiffre donné par les statistiques — durant les 5 premiers mois de 1980. Mais deux mois plus tard il a certainement augmenté, voire doublé.

Depuis le 2 décembre 1977, on a assassiné Laid Sebaï (le concierge de l'**Amicale des Algériens en Europe**), Pierre Goldman, Curiel... On enregistre 15 assassinats politiques au moins. Aucun coupable, ni de ces assassinats, ni de ces attentats, n'a jamais été retrouvé.



Henri Noguères, président de la Ligue des Droits de l'Homme a aussi été visé par les néo-nazis.

savons que vous faites, parce que vous nous le dites de la façon la plus claire : l'attentat contre l'Aéroflot. Dans votre rubrique « Nouvelles du front », vous écrivez : « Les lettres COM avaient été écrites à la peinture et attribuées à un mystérieux collectif. Il n'en est rien. Il s'agissait d'un sympathisant de la FANE, qui n'avait pas eu le temps de marquer complètement « communistes assassins » ».

marc fredriksen revendique l'agression contre « justice et paix »

Je crois qu'on ne peut plus clairement revendiquer un attentat. Et ce n'est pas le seul ! Vous avez revendiqué, vous personnellement, dans une interview du 15 août 1980 au *Quotidien de Paris* l'attentat qui s'est déroulé contre l'exposition Salvador Nicaragua au Marais à la mi-juin. « Nous revendiquons seulement l'action contre l'exposition 'le Nicaragua et le San Salvador' ».

Savez-vous que le numéro d'une voiture a été relevé par l'un des témoins ? Qu'il s'agit du numéro 8292 LW 78 ? D'après les informations dont je dispose, ce véhicule appartient à Michel Faci.

J'ai vérifié hier encore si Michel Faci, ou un autre, était compris dans une information ou des poursuites. Il n'y a rien au bureau d'ordre du Parquet de la Seine, à l'heure où nous plaquons.

Vous avez aussi signé les attentats contre Paul Cacheux. Il a commis un grand crime à vos yeux, il a découvert Peiper et il l'a fait savoir.

Voici ce que nous apprend *Le Monde* à ce propos : « On a retrouvé sur les lieux l'emblème de trois flèches vers le haut barrées d'un cercle ». Il figure en tête de chacun des numéros, c'est le vôtre, d'ailleurs pour qu'on le sache bien vous reprenez l'information dans le numéro d'octobre 1979 où vous dites : « Les justiciers ont signé de trois flèches entrecroisées dans un cercle, on ne peut mieux signer ». Comme vous le faites lorsque vous écrivez aussi au *mrp* « vive la FANE ».

Le Parquet dans cette affaire — je dois hélas le dire — a clôturé son instruction en estimant que « la preuve de l'existence de mouvement néo-nazi en France n'est pas rapportée ».

Voilà pour les attentats. Il y a aussi les ratonnades en banlieue parisienne. Les hasards d'une nuit du 2 juin ont fait découvrir des militants de la FANE circulant à Clichy-sous-Bois — je crois que c'est là que vous habitez, M. Fredriksen — tous feux éteints, à 2h30 du matin.

Le véhicule a été arrêté, on a découvert dedans trois matraques. Un cocktail molotov avait été jeté à l'arrivée des policiers, qui l'ont noté dans leur procès-verbal.

Le 31 mai, à la cité Delattre de Tassigny à Bondy, il y a eu une première agression contre plusieurs Algériens, l'un d'entre eux a eu le dos lacéré à coups de rasoir.

48 heures plus tard, le 2 juin, même cité à Bondy, répétition des mêmes événements. Cette fois ce sont des cocktails molotov.

Quelques heures après on arrête Tran Long et Cordonnier. Ils reconnaissent tous les deux avoir circulé en vue d'effectuer des représailles contre des Nord-Africains. C'est au procès-verbal. Vous lirez l'audition de Yann Tran Long : « Nous avions l'intention d'effectuer des représailles sur des Nord-Africains en raison de blessures occasionnées à un ami à Pantin par des gens de cette catégorie ».

Messaoudi — c'est le nom de l'Algérien blessé le 31 mai — est entendu par l'officier de police enquêteur sur son lit d'hôpital le 4 juin. Mais le 4 juin, l'information concernant Tran Long et Cordonnier est déjà close. Ils ont déjà été présentés au Parquet et

Rue Jean Moinon à Paris : les militants de la FANE continuent à se réunir malgré la mesure de dissolution prise à l'encontre du mouvement. « Notre Europe » est paru en septembre et affirme être toujours le mensuel de la FANE.

vont comparaître en flagrant délit sans à aucun moment avoir été confrontés avec Messaoudi, la victime du 31 mai.

Lorsqu'on se reporte au procès-verbal de police relatif aux événements dont les Algériens de ces cités ont été victimes, on comprend les raisons pour lesquelles l'enquête a été conduite de cette façon-là.

On lit : « Parmi les meneurs, nous avons remarqué un jeune Algérien de 18 ans se disant étudiant et qui a manifesté l'intention d'alerter l'opinion publique et les élus locaux, la presse locale, le consulat par voie de pétition ».

Le policier qui dresse son rapport attire l'attention de ses services. Les propos tenus critiquaient l'efficacité de la police.

Voici à propos de quoi il est dressé rapport lorsqu'on apprend les faits concernant cette jeune victime algérienne, qui ne sera donc pas confrontée à Tran Long et Cordonnier, qui comparaîtront en flagrant délit à l'audience de Bobigny et qui auront quatre mois avec sursis.

Ces faits sont d'autant plus intéressants que l'on va retrouver Tran Long par la suite.

La police le connaît parfaitement bien. Il va être interpellé le 1^{er} juillet 1980, à la suite de l'attentat dont le *mrp* a été victime.

La FANE a revendiqué cet attentat. On décide de faire une perquisition ; je dis qu'on fait semblant, pourquoi ? Parce que si l'on veut faire un travail sérieux, on opère comme les services de police savent le faire, on ne descend pas dans les locaux d'une organisation 48 heures après, alors qu'elle est prévenue et qu'elle attend la police. C'est seulement ensuite qu'on interpelle ses militants. Lesquels ? Caignet, Faci, Fredriksen et Tran Long.

Que dit ce dernier ? « Nous ne sommes pour rien dans l'attentat contre le *mrp*. Nous avons des instructions formelles nous imposant de ne participer à aucune manifestation, quelle qu'elle soit. ».

Trois semaines auparavant, il admettait devant les services de police qu'il était parti en ratonnade contre des Algériens.

Et que déclare, sans rire, un autre des militants interpellés ? M. Pontigni Philippe : « Il n'y a pas chez nous de spécialiste d'explosif ou de guérilla urbaine, je ne pense pas que les responsables ou militants de la FANE sachent faire un cocktail molotov ». Sauf Tran Long ou Cordonnier, qui s'en sont débarrassés à l'arrivée de la police !

la bienveillance de la justice

Je ne sais pas si tout ceci a été pris pour argent comptant. Mais je sais que les militants de la FANE ont été immédiatement relâchés au terme de la période de garde à vue et je sais que Tran Long et Cordonnier ont comparu en audience de flagrant délit pour avoir circulé la nuit, à main armée, avec tout ce qu'il fallait pour procéder à des attentats, proclamant qu'ils étaient décidés à en faire, et je sais que la justice s'est montrée à leur égard d'une particulière bienveillance, qui n'est pas celle qu'elle réserve souvent aux travailleurs immigrés.

Vous savez que le *mrp* a été victime déjà de cinq attentats. Le dernier n'a pas fait de victime par une chance tout à fait extraordinaire. La bombe d'importance, qui a suffi à détruire l'ensemble des locaux, a été placée à une heure où on savait qu'il y avait quelqu'un. C'est en effet l'heure où les militants des associations se réunissent, aux environs de 19h.

L'attentat a été revendiqué téléphoniquement par la FANE nous dit l'Agence France-Presse.

Bien entendu, confronté à ses responsabilités, Fredriksen s'en



défend. Mais nous savons que la veille, Faci, le spécialiste des groupes — celui qui forme les militants au Mexique, celui pour qui « tuer les rouges n'est pas un crime mais un sport » — s'est rendu dans les locaux du *mrp*.

faci admet s'être rendu au siège du mrp la veille de l'attentat

Il l'admet lors de l'enquête de la police. Il dit : « En ce qui concerne cet attentat, je pense qu'il a été commis par des personnes proches de notre milieu, qui ont su rapidement que je m'étais vanté de m'être rendu au siège du *mrp* et qui ont voulu nuire par cet acte à la FANE ».

Vous apprécierez les mérites de cette explication. Effectivement, ce spécialiste de la guérilla urbaine s'est rendu sur place la veille. S'il avait voulu repérer les lieux, il ne s'y serait pas pris autrement.

Je sais aussi que le *mrp* a été destinataire d'un courrier le 7 juillet 1980, constitué par une liste de personnalités juives responsables de différentes associations à Nice. Il se termine de la manière suivante : « Dissolution ou pas, nous continuerons le combat, personne ne pourra nous faire taire. Nos actions seront de plus en plus nombreuses et de plus en plus violentes. Un jour nous ferons couler le sang ». Au dos figure le cachet de la FANE.

Celle-ci possède à Nice — et elle s'en flatte — une importante section, dont l'activité nous est relatée au fil des numéros.

Il faut maintenant en venir à Bologne. L'attentat de Bologne était signé, Messieurs, téléphoniquement, par quelqu'un qui a dit : « Honneur à Mario Tuti ».

Le nom de Mario Tuti a déjà été plusieurs fois prononcé cet après-midi, mais il faut donner des précisions à son sujet.

C'est un dirigeant d'Ordre Noir, condamné à la prison à vie. Pourquoi ? Il est l'auteur de l'attentat contre l'Italicus, ce train attaqué en 1974, qui fit une dizaine de morts, des dizaines de blessés.

L'attentat de Bologne a été commis en commémoration de l'attentat de l'Italicus et en honneur à Mario Tuti. Ce dernier a été condamné aussi pour avoir abattu de sa main les deux policiers venus l'arrêter.

Et savez-vous qui a hébergé Mario Tuti après qu'il se soit enfui ? Marco Affatigato. C'est aussi un nom que l'actualité de cet été a porté à notre connaissance.

Marco Affatigato était un de vos militants à Nice, M. Fredriksen, vous ne pouvez pas le nier.



La crèche israélite de la rue Lamarck a été mitraillée par un commando néo-nazi.

« affatigato, tuti, muti : quelques uns des « camarades » de la fane »

Je dois dire au Tribunal qu'au fur et à mesure que se déroulait l'actualité cet été, la presse nous livrait ces noms : Tuti, Muti, Affatigato. Voilà de vieilles connaissances !

En effet, j'examinais au même moment les numéros de la FANE, j'y retrouvais les noms de ces gens-là à longueur de colonne.

Marco Affatigato, par exemple, était l'auteur d'une correspondance à la FANE dès le mois d'avril 1979. Clandestin, sous son identité, à Nice, il circulait librement ; arrêté il y a quelques mois à Monaco porteur de je ne sais combien de faux passeports, de permis de conduire, il a été relâché sur le champ. C'est une chance que bien peu de travailleurs immigrés ont eue.

Mario Tuti. « Le camarade » Mario Tuti écrit, donne des conseils à la FANE, qui les reproduit : voilà comment il faut conduire l'action révolutionnaire. Il faut s'y prendre comme ça. Tirons l'expérience de ce qui nous est arrivé. Nous avons rencontré des difficultés.

Claudio Muti est un idéologue, un professeur d'université, nous dit la presse de ces jours derniers. Il vient d'être arrêté à propos de

l'attentat de Bologne. Il est parmi les gens détenus pour participation à cet attentat.

Paul Durand disait à son propos : « La FANE manifeste sa solidarité totale avec Claudio Muti ». Pas au lendemain de l'attentat de Bologne, soyons fidèles au texte, mais un peu avant. Paul Durand n'ignorait rien à ce moment-là de la personnalité de Claudio Muti.

Claudio Muti écrit pour expliquer qu'il éprouve bien des misères. Pourquoi ? Il a réédité « Les protocoles des sages de Sion » que le tribunal connaît bien.

Voilà donc les amis de ces gens-là, et quels amis ! Et tout-à-coup apparaît en France un commando Mario Tuti. Il est récent. Je n'ai pas vu dans l'actualité, sinon à partir du mois d'août, de « faits d'arme » revendiqués par un commando Mario Tuti.

Il a commencé ses exploits à la mi-août. Il commet un attentat chez Mme Curriel. Il s'adresse au Secrétaire Général du mrap. Il prévient notre ami Matarasso que tous ceux qui prendront la parole aujourd'hui au procès Fredriksen seront repérés, identifiés et plastiqués. Les mêmes propos sont tenus dans la lettre adressée au Secrétaire Général du mrap.

Hier Le Monde nous apprenait qu'un militant de la FANE, un ancien brigadier de police, M. Hamon, était arrêté, non pas dans le cadre de l'enquête qui le concernait, mais à l'occasion d'une enquête de routine pour des délits de droit commun.

Qu'a-t-on découvert chez lui ? Munitions de guerre, détonateurs, poudre, fusils, carabines, et, dans sa voiture, sous enveloppe, un écusson de la FANE.

Ces faits sont suffisamment éloquents pour que je n'ai pas besoin d'insister longtemps.

Alors qu'est-ce qu'on attend ?

pourquoi n'arrête-t-on jamais les terroristes néo-nazis ?

Nous avons déjà fait part aux autorités, au Préfet de Police, de nos préoccupations à cet égard, et ce depuis plusieurs mois. Le Secrétaire Général du mrap a écrit au Préfet de Police ; savez-vous ce qu'il lui a répondu ? « En ce qui concerne les agissements de la FANE, je peux vous préciser que les activités de ce groupement sont surveillées par mes services. Soyez certain que si le moindre délit venait à être constaté, une procédure judiciaire ne manquerait pas d'être immédiatement établie et transmise à M. le Procureur de la République ».

Nous n'avons pas, au mrap, été satisfaits de ces assurances. Le mrap a mené campagne pour la dissolution de la FANE. Il n'avait pas lieu d'être satisfait. « Les militants sont surveillés », dit la police, et on peut écrire dans Notre Europe qu'on est responsable de tel ou tel attentat contre telle ou telle association, déclarer même à la presse parisienne « parfaitement, l'attentat contre l'exposition Nicaragua c'est nous », et n'être inquiet en aucune façon.

Vous comprenez nos préoccupations au moment où sont diffusées les menaces très précises dont je viens de vous donner connaissance.

Il est vrai que, du côté du Pouvoir, on nous assure qu'il n'y a pas de réel danger. M. Bonnet, Ministre de l'Intérieur, a été interrogé longuement à ce propos sur la première chaîne de télévision, à 13 heures, le 25 août. Il a dit : « On exagère, c'est une affaire montée par la presse ».

De nombreux juifs ont reçu
à leur domicile ces menaces
signées de la FANE

Messieurs de la presse, si vous ne donniez pas de publicité à ces gens-là, alors les événements que je viens de relater ne se seraient pas produits, paraît-il. Voici ce qu'expliquait M. Bonnet. Sans doute certains de ceux qui sont ici l'ont écouté, sinon ils reliront le titre du Monde : « Les violences de l'extrême droite : il ne faut pas grossir ce danger, déclare M. Bonnet ».

A la même époque, il nous dit : « Je suis très sceptique sur la dissolution. D'ailleurs, c'est une affaire compliquée, la dissolution ».

Je ne sais pas si c'est compliqué, mais M. Bonnet dit : « J'ai demandé à mes services d'étudier la question à la fin du mois de janvier 1980 » — la date n'est pas prise au hasard, c'est le premier congrès de la FANE. Il a été interdit à Paris. Savez-vous où il s'est déroulé ? Au Sofitel à Roissy. Voilà, je pense, un lieu suffisamment public pour être connu.

Eh bien, ce congrès a pu se dérouler tranquillement, malgré les interdictions prononcées. Comment l'ai-je appris ? En lisant le numéro de février de la FANE.

C'est à cette époque qu'a été mise à l'étude la question de la dissolution. C'est ce que nous apprenons au mois d'août.

Je ne sais pas de quels collaborateurs juristes dispose M. Bonnet, mais je ne comprends pas les difficultés techniques que ceux-ci ont rencontrées.

M. Bonnet nous disait : « La loi de 1936 soumet la dissolution à des règles précises ». Oui, bien sûr. Nous sommes en démocratie, et il existe des garanties pour chacun. Mais il y avait largement de quoi, et depuis longtemps, prononcer cette dissolution, si l'on avait voulu. Mais est-ce qu'on le voulait véritablement ?

La question est d'autant plus sérieuse que l'on sait que l'on a attendu, pour y procéder, que la FANE, prévenue par les déclarations du Ministre de l'Intérieur, au matin du 3 juillet 1980, déclare tout simplement à la Préfecture de Police deux nouvelles associations, une association Faisceaux Nationalistes Européens, pour que nul ne s'y trompe, avec les mêmes dirigeants que précédemment, Fredriksen et Caignet ; et, pour faire bonne mesure, une deuxième : un Centre de Culture Européenne, dont le siège est à Paris, 28 rue Jean Moinon, siège de Notre Europe.

Quand tout ceci a été fait, eh bien, on a procédé à la dissolution. Je pose une question : pourquoi ces lenteurs ? Pourquoi cette absence de détermination ? Aussi bien à l'occasion de l'enquête qui a conduit M. Fredriksen seul sur ce banc, qu'à l'occasion des autres faits ?

Pourquoi n'arrête-t-on jamais personne ? Pourquoi aucun de ceux qui ont tué, attenté, blessé, n'a jamais fait l'objet de poursuites ?

Une hypothèse — j'en suis réduit à des hypothèses, je le confesse volontiers — certains de ceux qui sont concernés ont longtemps servi le Pouvoir, comme colleurs d'affiches, comme gardes du corps, comme hommes de main, comme exécuteurs de basses besognes.

la fane : « m. le ministre, nous ne collerons plus vos affiches »

Ce n'est pas une hypothèse, ce sont eux qui l'écrivent : « Non, M. le Ministre, les nazillons ne voteront plus pour vous et ne colleront plus vos affiches. Il n'y a pas si longtemps, les gens d'extrême droite étaient appréciés par les notables de la majorité, qui voyaient en eux d'utiles pourfendeurs de gauchistes et un service d'ordre à bon marché pour défendre les réunions de la droite capitaliste ».

« Trop de camarades, dit la FANE, ont cru qu'un compromis avec le régime était possible ».

droit et liberté ■ n° 395 ■ octobre 1980

POUR KIPPOUR ... DE
LA FANE ✪ ... TOUS
VOUS ... CREVER !
SOUHAITE ... HEIL HITLER !

Il y a donc ce passé commun, cette utilisation particulière. Certains de ces militants ont fait leur chemin : Madelin, Longuet. Voici deux militants d'Occident. Occident, dont la fusion avec le mouvement Charlemagne a conduit à la naissance de la FANE.

Dans le numéro du mois de juin 1980, on félicite le député Longuet, ancien militant d'Occident. Pourquoi ? Pour avoir été élu rapporteur de la commission spéciale chargée de l'affaire Ponia-towski-De Broglie. Voilà un rapporteur qui fera sans doute un excellent travail !

Est-ce qu'on espère que ces gens-là peuvent encore servir dans les équipes musclées pour les campagnes électorales ? Comme ils ont servi pour la campagne du Président de la République en 1974 — ce qui est de notoriété publique — comme groupe de combat contre les adversaires politiques, plus généralement dans le cadre d'une stratégie de la tension ou de la peur, dont on sait bien qu'elle sert toujours l'ordre établi, qui en a bien besoin. Peut-être un peu de tout cela.

En tout cas, nous savons ce qu'il en est de la volonté de les laisser continuer à agir.

Par ailleurs, tout ce qu'ils écrivent s'alimente à des idées qui circulent ici ou là, à un racisme ordinaire, quotidien, savamment entretenu, à un moment où, dans l'état de droit que nous connaissons, le statut juridique d'immigré correspond aux nécessités économiques et à rien d'autre et fluctue selon les besoins de notre marché, de la main d'œuvre.

Vous savez bien, Messieurs, qu'on nous les propose à longueur de colonne de la presse Hersant, du Figaro-Magazine, sous la plume de M. de Benoît, de M. Pauwels, qui tiennent la main aux princes qui nous gouvernent, comme Ponia-towski, qui écrit des ouvrages sur la question et dit qu'il faut en finir avec la vieille illusion rousseauiste, avec ce mythe que nous ont amené les judéo-chrétiens.

Ce Dieu n'est pas de chez nous, il faut en finir. Les hommes ne sont pas égaux entre eux, d'ailleurs nous voyons bien qu'ils sont différents.

Qui dit différence dit hiérarchie entre les hommes. Il faut donc admettre cette hiérarchie.

M. Beullac, s'exprimant dans l'est de la France, à un congrès à l'occasion de la rentrée scolaire, disait : finissons-en avec cette fausse idée de l'égalité, avec cet enseignement qui ravale tout le monde au même niveau, alors que ce qu'il nous faut, c'est dégager des élites, des gens qui commandent.

Voici, Messieurs, une des dimensions de cette affaire. Je crois qu'effectivement Fredriksen et ses amis nous ont donné un avertissement en écrivant, à la fin d'un éditorial : « Messieurs, ne ratez pas les fascistes, sinon ils ne vous rateront pas ».

Vous nous trouverez en face, prêts à combattre, vous ne nous faites pas peur, mais c'est vrai que c'est ce que vous avez en projet. Je pense qu'il faut le savoir, qu'il faut mesurer toute l'importance du danger au moment où vous serez appelés à prononcer une décision d'une exceptionnelle importance.

Vous avez bien compris que l'affaire d'aujourd'hui ne relevait pas de celles que vous traitiez habituellement, se rattachant au droit de la presse et à rien d'autre.

M^e Roland RAPPAPORT

u.s.a.

lincoln n'est pas candidat

Carter ou Reagan ? Que pensent les Noirs et les membres des autres minorités du choix que leur propose une Amérique où ils restent des citoyens de deuxième catégorie.

Jimmy Carter semble avoir perdu son crédit auprès des Noirs et des « minoritaires » grâce auxquels il est devenu président des Etats-Unis puisqu'en particulier, plus de 80 % des Noirs lui avaient apporté leurs suffrages en 1976. Qu'en est-il aujourd'hui des promesses électorales d' alors ? Les Noirs ont pu constater à leurs dépens que non seulement elles ne sont pas tenues, mais que leur situation n'a fait que s'aggraver depuis 4 ans : chômage accru, toujours plus de pauvreté et de taudis, toujours moins de structures de santé et d'éducation.

Pire, Carter a décidé des mesures récessives qui ont diminué les budgets sociaux et d'aide aux pauvres, de construction de logements et ceux des programmes qui devaient procurer des emplois aux chômeurs.

Pendant ce temps, les budgets d'armement ont été augmentés, en même temps que la répression raciste qui s'abat sur les militants pour les droits civiques et les contestataires était renforcée.

Imperturbable, Jimmy Carter renouvelle aujourd'hui les mêmes promesses qu'il y a quatre ans. Le 6 août dernier, il s'adressait aux congressistes de l'Urban League, la grande organisation noire qui tenaient son 70^e congrès annuel à New York, sans la présence de son président, Vernon Jordan, toujours en traitement dans un hôpital New Yorkais à la suite de l'attentat qui a failli lui coûter la vie, le 5 juin, à Fort Wayne (Indiana). Ses agresseurs, soit dit en passant, n'ont toujours pas été retrouvés.

les promesses de jimmy carter

« Je suis ici aujourd'hui pour renouveler le serment que je vous avais fait de ne jamais abandonner notre lutte commune pour l'égalité des droits, des chances et

de la dignité de tous les hommes et les femmes qui vivent aux Etats-Unis », a-t-il dit.

« Nous ne pouvons pas faire oublier en quelques années trois cents ans de discrimination, poursuit-il. Mais nous sommes sur la bonne voie... Il y a d'abord eu l'abolition de l'esclavage, qui a pris 90 ans, puis l'élimination de la ségrégation légale et le début de l'intégration, qui ont pris encore une centaine d'années... Il nous reste encore aujourd'hui à donner à tous la même justice et les mêmes possibilités économiques ».

A ce train-là, les Noirs en ont encore pour un bon siècle avant d'obtenir le droit d'être considérés comme des hommes !

Puis Jimmy Carter a annoncé le lancement prochain d'un plan de « renaissance

Ronald Reagan.



économique » qui devrait permettre la création de « millions d'emplois ». Ce programme comporte notamment une réduction des impôts de 27,6 milliards de dollars en 1981 dont bénéficieront principalement les entreprises. Mais le Président a été très discret sur les moyens de son financement. De plus, ce programme ne sera soumis au Congrès — en cas de nouveau mandat de M. Carter — qu'en janvier 1981, c'est-à-dire après les élections présidentielles. Enfin, il est permis de douter de l'efficacité de ce plan, puisqu'en même temps, Jimmy Carter propose une prolongation de 39 à 52 semaines de l'allocation de chômage...

L'importance du vote des Noirs et des autres « minoritaires » n'échappe à aucun des autres candidats qui ont développé également une offensive de charme dans leur direction. C'est ainsi que Jimmy Carter ne faisait que succéder à MM. Kennedy, Anderson et Reagan qui l'avaient précédé devant les congressistes de l'Urban League.

le cow-boy s'en va-t-en guerre

Ronald Reagan, qui avait refusé en mai dernier de prendre la parole au Congrès de l'Association Nationale pour le Progrès des Gens de Couleur (N.A.A.C.P.), avait apparemment décidé de rattraper cette « gaffe ». Il ne s'est pas gêné, évidemment, pour condamner les 4 ans d'administration Carter : 16 % des Noirs (contre 8 % de Blancs) et près de 50 % des jeunes Noirs (75 % pour les jeunes de Harlem) sont au chômage ; le revenu des familles noires est inférieur de 60 % à celui des familles blanches.

« Un Américain noir peut-il vraiment, aujourd'hui, penser à ces 4 années écoulées et oser dire à l'administration démocrate : « Continuons encore pour 4 ans ? », a-t-il demandé à son auditoire.

Il a exposé tout un programme en faveur des Noirs qui ressemble étrangement à celui de Carter en 1976. Visible, surtout lorsqu'il a affirmé que la solution résidait davantage dans l'aide aux entreprises plutôt que dans le développement de l'aide sociale. De plus, ses propositions d'augmenter les dépenses militaires de plus de 5 % par an, tout en diminuant les impôts de 30 % ont paru évidemment particulièrement dangereuses aux membres de l'Urban League.

Mais surtout, les Noirs américains ne peuvent effacer de leur mémoire le lourd passé raciste de Ronald Reagan qui, lorsqu'il était gouverneur de Californie, menait une guerre impitoyable contre les Panthères Noires et le Black Power dont furent victimes Huey Newton, Angela Davis, Bobby Seale emprisonnés, et de nombreux autres qui furent assassinés comme Bobby Hutton et George Jackson. On ne peut non plus oublier son rôle notoire de « chasseur de sorcières », à Hollywood, dans les années du maccarthysme, alors qu'il était une vedette besogneuse de films de catégorie « B ».

des gages pour l'extrême-droite

Ce passé, auquel s'ajoute son anti-communisme viscéral, lui a valu le ralliement du Ku Klux Klan qu'il fut bien contraint de refuser. Mais il ne refusa pas celui de M. Barry Goldwater, que les Américains éclairés ont des raisons de traiter de fasciste et qui parada à ses côtés lors de la Convention républicaine de Détroit, le 15 juillet, proposant à l'assemblée ni plus ni moins que le rétablissement de l'inquisition maccarthyste. « Nous voulons savoir la vérité sur ceux qui vivent au milieu de nous mais ne partagent pas nos valeurs. Nous voulons savoir et vous parlerez ! ».

Il tint également des propos violemment bellicistes à l'égard de l'Union Soviétique et de l'Iran. « Si nous avions eu un leader, la guerre du Viet-Nam n'aurait pas duré plus de quelques jours ». L'allusion à l'emploi de la bombe atomique était on ne peut plus claire. Ces propos ont été profondément ressentis par les Noirs pour lesquels l'augmentation des budgets militaires qu'on tente ainsi de justifier s'opère au détriment des programmes de progrès social dont ils ont tant besoin.

Ce qui est grave, et ce qu'il ne faut pas se cacher, c'est que ce conservatisme et ce nouveau nationalisme que Ronald Reagan s'emploie à développer ne sont que le reflet de l'opinion de larges secteurs de la population blanche. Ils sont nés et ils se sont développés à la faveur de la crise économique actuelle qui frappe les Etats-Unis, comme tous les pays capitalistes.

Comme Ronald Reagan, Jimmy Carter cherche aussi à s'appuyer — quitte à le renforcer — sur ce penchant de l'opinion américaine, et les deux hommes n'ont pas hésité à s'adresser aux milieux les plus réactionnaires du pays. C'est ainsi que Jimmy Carter a pris la parole le 21 août, devant le Congrès de l'American Legion, la plus importante organisation d'anciens combattants américains, qui compte 2.600.000 adhérents et constitue un bastion du conservatisme. Après avoir justifié sa politique de « défense », il a souligné l'importance stratégique et économique du Golfe Persique, assurant que la force d'intervention américaine de l'Océan Indien serait bientôt « plus que symbolique ». Il a fait ensuite applaudir sans difficulté son projet de recensement militaire des jeunes gens de 18 à 20 ans, qui continue à susciter une vive opposition, particulièrement parmi les Noirs.

Ronald Reagan, lui, est allé, le 18 août, prononcer un discours devant le Congrès annuel de l'Association des Anciens Combattants des Guerres Etrangères, qui se tenait à Chicago. Il a d'abord tenu des propos très bellicistes contre l'Union Soviétique et affirmé sa volonté d'augmenter les dépenses militaires : « Si je suis élu Président, j'engagerai les dépenses nécessaires pour qu'aucun pays n'ose mettre la paix en danger... ». Puis il

droit et liberté ■ n° 395 ■ octobre 1980



Jimmy Carter.

a abordé un sujet tabou : la guerre du Viet-Nam : « Il est temps de reconnaître que nous avons en réalité combattu pour une noble cause... Nous déshonorons la mémoire des 50.000 jeunes Américains qui sont morts pour cette cause si nous cérons à la mauvaise conscience, comme si nous avions commis un acte honteux ». L'Association a évidemment décidé de soutenir la campagne électorale du candidat républicain.

polémiques peu crédibles

Les deux candidats se défendent vigoureusement de prôner une politique de guerre froide, mais ils sont démentis par leurs propres propos. D'ailleurs, les grandes organisations noires ont dénoncé la politique extérieure de Carter au cours de ces 4 dernières années comme étant une politique de guerre froide devant mener à des interventions militaires à l'étranger auxquelles les Noirs ne sont pas disposés à participer.

A New York, dans le South Bronx, ce quartier misérable qui ressemble à une ville rasée par un bombardement de la Seconde Guerre Mondiale, les Noirs et les Porto-Ricains qui tentent d'y survivre, ont forcé Ronald Reagan à écourter sa visite, le 5 août. Le candidat républicain fut incapable de répondre à la foule qui le sommait d'exposer ce qu'il comptait faire pour rénover le quartier. Il ne sut que rappeler la visite qu'y avait faite Jimmy Car-

ter en 1977 et au cours de laquelle il avait solennellement promis d'allouer des milliards de dollars pour le reconstruire ! Il quitta précipitamment les lieux sous les cris de la foule : « Retournez en Californie ! ».

L'importance du vote des Noirs et des minoritaires devait conduire Carter et Reagan à se traiter l'un l'autre de raciste. Jimmy Carter ouvrit le feu en rappelant qu'en 1964, Ronald Reagan était opposé à la loi sur les Droits Civiques, ce qui est parfaitement exact. Ce à quoi George F. Will rétorqua dans le « Washington Post » qu'il mettait au défi Jimmy Carter de prouver qu'il était, à l'époque, partisan de cette loi... Dans le même article, George F. Will rappelle aussi certains aspects racistes de la campagne électorale de Carter lors des « primaires » de Georgie en 1970.

De son côté, Patricia Harris, secrétaire de cabinet de Jimmy Carter, a mis l'accent sur les bonnes relations de Reagan avec le Ku Klux Klan : « M. Reagan veut obtenir la présidence des Etats-Unis avec le soutien du K.K.K. ».

le prochain président sera un blanc

Après Carter et Reagan, le 3^e candidat le plus important est John Anderson, candidat « indépendant ». Pas si « indépendant » que cela d'ailleurs, puisqu'il fut le rival malheureux de Ronald Reagan aux « primaires » du Parti Républicain du New-Hampshire, en février. Son objectif apparent est de rallier les mécontents de l'administration Carter, ceux que Reagan effraye un peu, les partisans de Kennedy démobilisés ainsi que les abstentionnistes et les indécis. Ce qui pourrait bien en définitive profiter à Reagan, ce qui expliquerait mieux les motivations de John Anderson. Jusqu'à aujourd'hui, les candidats d'un tiers parti n'ont jamais eu beaucoup de chances de succès. Les Noirs ne peuvent prendre le risque de favoriser l'élection d'un Ronald Reagan en portant leurs suffrages sur Anderson.

Il y a enfin les candidats des petits partis de gauche qui luttent dans des conditions extrêmement difficiles pour se faire une place au soleil malgré leur manque de moyens et la puissance des grands partis institutionnels.

S'ils ne peuvent espérer recueillir qu'un nombre marginal de voix, le rôle de sensibilisation qu'ils jouent sur les questions posées par la discrimination raciale ne peut être négligé. Angela Davis, candidate sur le « ticket » du parti communiste des U.S.A. a notamment réuni, sur ce thème, des assistances nombreuses dépassant la faible influence de la formation dont elle porte les couleurs.

En fait, plus que jamais, l'élection de cette année ne propose pas de véritable choix à ceux qui veulent se battre contre le racisme. Elle ne les empêchera pas de poursuivre, par d'autres moyens, leur lutte opiniâtre.

Robert PAC

afrique du sud

nelson mandela

Enfermé depuis 18 ans au bagne de Robben Island, Nelson Mandela, dirigeant du mouvement de libération sud-africain, l'African National Congress, reste un ennemi craint par le régime raciste.

« La peine de mort aurait été justifiée ». C'est l'opinion qu'exprimait le journal sud-africain *Rand Daily Mail* après le procès qui venait de condamner Nelson Mandela et ses compagnons à la prison à perpétuité, en juin 1964. Ce point de vue est repris dans un mémorandum de 5 pages que l'ambassade de l'apartheid s'efforce d'envoyer aux parlementaires qui, par dizaines, ont à la demande du mrp demandé la grâce du dirigeant anti-raciste au président sud-africain.

Nelson Rolihlahla Mandela continue à faire peur au régime raciste. Une pétition qui court dans les ghettos d'Afrique du Sud a déjà recueilli des dizaines de milliers de signatures. Elle demande l'élargissement de Mandela, présenté comme le dirigeant dans lequel se reconnaît le peuple noir. Un texte, écrit par lui en 1977 a pu, mystérieusement, franchir les barrières du système concentrationnaire sud-africain.

à la tête des luttes de libération

Il y déclare notamment : « La première condition de la victoire est l'unité des Noirs. Tout effort pour diviser les Noirs, pour jeter l'un contre l'autre tel ou tel groupe doit être vigoureusement rejeté. Notre peuple — les Africains, les Indiens, les Métis et les démocrates blancs — doit s'unir en un seul et solide rempart de résistance, d'action de masse unie. Notre lutte s'aiguise. Nous ne pouvons nous offrir le luxe de la division. Nous n'avons pas de temps pour la désunion. A chaque pas, à tous les niveaux, serrons les rangs. Les différences qui peuvent exister entre nous doivent être submergées par l'accomplissement d'un seul but : le renversement définitif de l'apartheid et de la domination raciale ».

Cet appel à l'unité, qui reprend les idées de la « Charte de la liberté » adoptée il y a 25 ans par l'ANC et tous les démocrates d'Afrique du Sud, prend un sens

nouveau alors que l'action de la Résistance prend une ampleur de plus en plus nette.

Nelson Mandela est né en 1918, à Umtata, dans une grande famille de la région. Dès son jeune âge, il est bercé par les récits qui vantent les exploits de ceux qui, à la tête de son peuple, ont mené la résistance à la pénétration coloniale. A son procès, il déclarera : « Les anciens nous faisaient le récit des guerres où nos ancêtres avaient combattu pour défendre la mère patrie et nous parlaient des actes de bravoure accomplis en ces temps épiques par les généraux et par les soldats ».

Etudiant à l'Université de Fort Hare, il séduit ses compagnons par sa riche personnalité, sa joie de vivre, son goût pour le sport — il est notamment un passionné de boxe.

Rapidement, il commence à militer pour la libération de son peuple et, en 1944, il adhère à l'ANC et fonde avec Oliver Tambo, aujourd'hui en exil et président en exercice de l'ANC, la ligue de la jeunesse.

Nelson Mandela.



En 1952, il est président national adjoint de l'ANC et dirige la grande campagne du défi contre les lois d'apartheid à la tête de 8500 volontaires qui s'exposent ainsi à la répression raciste. Avec ses amis de la ligue de la jeunesse, il impulse à l'ANC une vigueur nouvelle. Plusieurs fois arrêté et inculpé, il est un des principaux accusés du grand « procès pour trahison » qui traîne de 1956 jusqu'à 1961 où il est finalement acquitté. Le massacre de Sharpeville a eu lieu peu de temps auparavant.

de la résistance au bagne

L'ANC est entrée dans la clandestinité et Nelson Mandela est devenu le chef du Conseil National d'Action qui a pour charge de conduire la lutte de libération. Il organise clandestinement une grève nationale de trois jours, les 29, 30 et 31 mai 1961, grève massivement réprimée par le régime raciste. Tous ces événements amènent le mouvement de libération à envisager le déclenchement de la Résistance armée qui prend le nom d'Umkhonto We Sizwe, « la lance de la nation ». Nelson Mandela en est le chef. Soucieux de préserver l'avenir et de ne pas créer de fossés infranchissables entre Noirs et Blancs, l'Umkhonto n'entreprend alors que des sabotages touchant les points vitaux de la puissance économique de l'apartheid. Pas une seule victime.

Entre temps, Mandela a réussi à sortir d'Afrique du Sud et se rend dans de nombreux pays pour demander un isolement total du régime d'apartheid. Puis il rentre clandestinement dans son pays où il est finalement pris par la police, en août 1962. Jugé une première fois pour avoir organisé des grèves illégales et être sorti illégalement du pays, puis pour trahison à cause de son rôle dirigeant dans l'Umkhonto, il est condamné à la prison à perpétuité. Durant les 18 ans qu'il a déjà faits à Robben Island, son frère, sa mère et son fils sont morts. Son épouse, Winnie Mandela, est assignée à résidence et interdite (banned).

Oliver Tambo dit de Nelson Mandela : « Son abnégation en fait l'exemple même du chef dévoué corps et âme que notre lutte a engendré et dont notre peuple a besoin. Il est implacable mais capable cependant de souplesse et de nuances dans ses jugements. C'est un être exceptionnel mais il sait qu'il tire sa force de la masse du peuple qui mène la lutte pour la liberté de notre pays ».

james mangé vivra

Si Mandela continue à faire peur aux racistes, c'est que les idées qu'il a défendues avec tant d'héroïsme sont aujourd'hui reprises par des milliers de militants de l'ANC et de l'Umkhonto. James Mangé est de ceux-là et l'ampleur de la

campagne internationale pour qu'il ait la vie sauve a montré combien l'opinion antiraciste était proche des combattants de la liberté. Condamné à mort en novembre dernier par le tribunal de Pietermaritzburg pour sa participation à la Résistance, il vient de voir sa peine commuée en 20 ans de prison. Cette première victoire, qui permet d'espérer voir un jour sortir de prison ensemble, Nelson Mandela et James Mangé, l'ancien et le jeune, dans une Afrique du Sud libre, c'est aussi un peu celle de droit et liberté qui tout au long de la campagne a informé ses lecteurs de cette situation dramatique.



James Mangé.

Cependant, la répression continue. La soirée de solidarité qui s'est tenue à l'UNESCO pour la journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains (11 octobre) a permis à Albert Lévy, secrétaire général du mrp, de souligner l'urgence de l'action et de l'information sur la répression raciale et politique dans un pays où la discrimination est obligatoire.

Chaque jour, en effet, une moyenne de 1.500 Noirs sont arrêtés parce que leur « pass » n'est pas en règle. Ils sont ensuite loués à des fermiers par l'administration pénitentiaire. La peine du fouet est toujours applicable aux Noirs. Chaque semaine, une moyenne de trois personnes sont exécutées par pendaison. La police tire régulièrement sur les foules qui protestent contre l'apartheid, faisant morts et blessés. Des milliers de personnes sont détenues au secret sans aucun contrôle judiciaire au terme des lois sur la sécurité intérieure. La torture est pratique courante. Des dizaines de prisonniers politiques sont ainsi morts entre les mains de la police dans les dernières années.

Cette situation mérite, c'est le moins qu'on puisse dire, la mobilisation active de tous ceux qui luttent sincèrement pour le respect des Droits de l'Homme.

Racine MAIGA

droit et liberté ■ n° 395 ■ octobre 1980

sur le vif

les immigrés ont servi de banc d'essai

un entretien avec le juge bidalou

Interdiction professionnelle en France ? La question mérite d'être posée après la suspension, le 16 juillet dernier, de Jacques Bidalou, magistrat à Hayange.

La décision a été prise par le Garde des Sceaux, M. Alain Peyrefitte. On reproche, entre autres, au juge d'Hayange d'avoir, à plusieurs reprises, refusé l'expulsion des travailleurs immigrés qui luttent dans leur foyer SONACOTRA contre l'augmentation des loyers.

Jacques Bidalou, qui doit passer prochainement devant le conseil de discipline et sur lequel plane une menace de révocation, se défend d'avoir, dans cette affaire, « violé la loi ».

« Sur le plan de l'application de la loi je n'ai commis aucune irrégularité. Il n'y a eu aucune originalité de ma part » nous a-t-il déclaré.

« Quand j'ai dit, continue-t-il, que les immigrés expulsés en référé sont des locataires et que donc, ils doivent bénéficier de droits et de protection, je n'ai fait que respecter le Code Civil. La Cour d'Appel de Paris a pris une décision identique à la mienne, le 30 mai dernier, dans une autre affaire. Dans l'affaire SONACOTRA d'Hayange, j'ai considéré que nous étions en présence d'un conflit collectif de travail. Le juge, au point de départ, ne doit pas prendre parti mais favoriser la négociation. L'un des rôles de l'autorité judiciaire est de régler les points de litige en faisant l'équilibre des parties. Je m'en suis donc tenu aux textes. S'il y a eu « originalité » de ma démarche, c'est au niveau de la procédure. Les résidents ont joué le jeu judiciaire jusqu'au bout. Ils ont toujours cherché à affirmer leurs droits.

« Aucune décision n'ayant été prise quant au fond de l'affaire, j'ai considéré que les travailleurs immigrés de la SONACOTRA avaient des droits acquis de locataires à faire valoir. J'ai estimé que le contrat de résidence qu'on voulait leur faire signer conduisait à la violation de ces droits et qu'il n'avait pas lieu d'être proposé puisqu'il se référait au projet de loi d'Ornano, lequel n'a pas encore été voté. J'ai indiqué qu'il fallait engager la négociation entre les deux parties sur des voies correctes, qu'on cesse d'imposer des diktats, qu'on cesse d'expulser les gens ».

Le juge Bidalou estime que la plupart des magistrats ont adopté une démarche

identique à la sienne. « Quand les travailleurs immigrés ont déclenché la grève des loyers, a-t-il ajouté, la SONACOTRA s'est adressée aux juges d'Instance de la région parisienne pour obtenir le paiement des loyers. 80% d'entre eux ont joué le jeu judiciaire normal, partant du principe qu'ils étaient en présence d'un conflit du travail. Ils se sont demandés si les augmentations de loyers étaient justifiées et si les revendications des locataires étaient fondées ».

Affaire Bidalou : une affaire exemplaire ? Le juge d'Hayange préfère parler de « test ». « Les immigrés, dit-il, ont servi de banc d'essai pour certaines lois applicables demain à tous. Maintenant, on tente de reprendre en main la magistrature. L'affaire Bidalou est en quelque sorte un test au niveau social pour voir où se situent, dans la société, les poches de résistance à l'offensive gouvernementale. Le secteur judiciaire sert en quelque sorte de laboratoire. »

« Plus les réactions des gens visés s'affaiblissent, plus les autorités avancent. La résistance au projet Peyrefitte risque d'être le dernier combat des magistrats. La Constitution dit que l'autorité judiciaire garantit les libertés individuelles. Pour ma part, j'en reste là ».

Jacques Bidalou.





Société anonyme au Capital de 250.000 francs
41 RUE DU SENTIER PARIS 2^e

TELEPHONE 233 82 43 / C.C.P. PARIS 7456-42

MANUFACTURE DE VÊTEMENTS CUIR

ÉTABLISSEMENTS

S. A. M.

79, Rue Charlot - PARIS-3^e

Tél. 272 77-99

Métro : République

ETABLISSEMENTS

70, rue du Molinel, LILLE

Tél. 54.86.21

JITEX

BONNETERIE
GROS ET DEMI-GROS

Brûlerie St-Denis

CACAHUËTES GRILLÉES ET SALÉES
POUR DISTRIBUTEURS CONFISERIE
CHOCOLAT DE FIN D'ANNÉE EN GROS
ARTICLES BAPTÊMES FRUITS EXOTIQUES

S.A.R.L. BERTLI

Gérant KEMMOUN

163, rue Saint-Denis - 75002 PARIS

Tél. 231.38.70
233.77.81

PANTALONS
VESTES
BLOUSONS

S. BIR & C^{IE}

CAPITAL DE 270.000 FRF

SPORT
TRAVAIL
PLUIE

Tél : 272.12.95
272.29.98

312, Rue Saint-Martin
PARIS (3^e)

HOMMES
JEUNES-GENS
ENFANTS



20, rue rampal 75019 paris
tél. : 202.60.90
télex : 670114

emballages en stock

Case réservée
à la Société S.P.A.D.

immigration

les deux interprétations de l'accord franco-algérien

Après plus de neuf mois de négociations, les gouvernements français et algérien ont signé à Alger, le 18 septembre dernier, un important accord sur l'immigration algérienne en France. Environ 815 000 personnes sont concernées par les décisions qui vont prochainement entrer en vigueur.

En réalité, les accords signés se présentent sous forme d'un échange de lettres et comprennent trois textes. Le premier concerne les travailleurs algériens résidant en France. Le second traite des problèmes de sécurité sociale. Le troisième évoque la coopération judiciaire entre les deux pays. Le premier texte est celui qui - à juste raison d'ailleurs - a retenu le plus l'attention des observateurs. Il prévoit, entre autres les dispositions suivantes :

■ Les certificats de résidence des Algériens entrés en France avant le 1^{er} juillet 1962 seront renouvelés pour dix ans. Il s'agit là de l'application directe des accords signés en 1968. Accords encore en vigueur aujourd'hui.

■ Les Algériens entrés en France après le 1^{er} juillet 1962 verront leur certificat de séjour renouvelé pour 5 ans à partir de 1978. En pratique, donc, le renouvellement est assuré jusqu'en 1983.

En outre, la France et l'Algérie ont décidé de mettre en œuvre des mesures visant à inciter et à faciliter le retour et la réinsertion des travailleurs immigrés dans leur pays. Ces mesures sont de trois ordres et non cumulatives :

■ Octroi d'une « allocation de retour » s'élevant à 12.800 F.

■ Formation professionnelle pour les travailleurs algériens désirant entrer en Algérie. Sa durée variera de 2 à 8 mois selon les spécialités.

■ Prêts de réinsertion pour aider les travailleurs algériens désirant créer dans leur pays de petites entreprises.

L'accord signé à Alger apporte un répit aux travailleurs algériens résidant dans notre pays. Toutefois, un premier élément d'inquiétude s'est fait jour après l'interprétation qu'en ont donnée les autorités françaises.

Ainsi, selon M. Stoléro, 105 000 travailleurs algériens devront en trois ans quitter notre pays.

Ce chiffre (35000 départs par an) correspond à une hypothèse de travail des négociateurs français et ne figure pas dans le texte de l'accord. L'accord franco-algérien n'a fixé aucun quota. M. Benyahia, ministre algérien des Affaires Etrangères a ainsi rappelé que « les mesures facilitant la réinsertion en Algérie sont exclusivement fondées sur le volontariat et le libre choix des intéressés excluant toute forme de contrainte et par conséquent, toute forme de contingentement ».

Le volontariat ? Un mot qui déplaît fortement non seulement à M. Stoléro mais aussi à Paris-Match. L'hebdomadaire (n° du 3 octobre) sous la signature de Michel

Gonod, pose crûment la question dans un titre qui s'étale sur deux pages : « Comment les faire rentrer ? » (n.d.l.r. : les Algériens).

Et d'ajouter dans ce style journalistique que ne renieraient pas ses confrères de Minute : « Entre la proie (entendez rester en France où comme chacun le sait les travailleurs algériens sont traités comme des rois) et l'ombre (entendez retourner en Algérie où règne l'enfer), le travailleur algérien a déjà démontré qu'il savait choisir ».

Michel Gonod ajoute avec la finesse de celui qui confond information et diffamation raciale : « Il est clair que la carotte que nous leur offrons ne sera jamais assez grosse. Quant au bâton, il est impossible à manier. Imagine-t-on une rafle du type Vel d'Hiv au cours de laquelle des dizaines de milliers d'Algériens seraient interpellés et conduits aux frontières ? Ce serait indécent » (sic).

la provocation de paris-match

Michel Gonod serait-il, subitement, devenu plus humain. Non ! La suite nous éclaire : « Pourtant, cette solution était dans tous les esprits (n.d.l.r. : on voudrait savoir lesquels) à Alger au moment de la signature de l'accord, car, si dans trois ans quelques milliers d'Algériens seulement, au lieu des 105.000 espérés par la France, auront opté pour le départ volontaire, que faudra-t-il faire ? Le gouvernement français ne pourra pas, une nouvelle fois améliorer l'incitation. Logiquement, il ne lui restera plus alors que la solution du départ obligatoire ».

Et de recourir à des méthodes qui ont montré leur efficacité sous l'occupation :

Visiblement outré qu'on puisse douter une seconde de la bienveillance et de la générosité de la France, il explique qu'« aucune nation n'aura fait autant pour ses (caractéristique, cet emploi du possessif !) travailleurs immigrés » et conclut par cette envolée ringarde à laquelle on s'attendait un peu : « Il faut croire tout de même que notre pays offre des avantages et c'est pas un enfer pour les travailleurs immigrés puisque de toute part ils affluent ».

Le titre provocateur de « Paris-Match ».

Paris et Alger
d'accord pour le rapatriement
de 105.000 Algériens
Oui mais...

COMMENT LES FAIRE RENTRER ?



cinéma

le dernier métro



Gérard Depardieu et Catherine Deneuve

« *Le dernier métro* », certainement l'un des meilleurs films de François Truffaut, a le mérite d'évoquer le Paris de l'occupation dont certains aspects — la collaboration notamment — sont trop souvent « victimes », dans le cinéma français, d'une autocensure ou d'un silence souhaités par ceux qui cherchent à oublier par tous les moyens cette période de notre histoire.

Truffaut a pris le parti d'évoquer ici la période des années 40 à travers la vie d'une troupe de théâtre parisienne.

Un juif allemand, Lucas Steiner, en est le patron. A l'arrivée des nazis en France, il doit se cacher dans les caves de son théâtre. Sa femme Marion, qui est seule dans le secret, reprend la direction des affaires, et monte une pièce dans les difficiles conditions de cette période.

Malgré quelques invraisemblances et conventions par trop théâtrales (la fin par exemple ou le fait que Steiner échappe à la Gestapo), le film est une réussite car il retrace avec minutie le Paris des années sombres et plus particulièrement la façon dont vivent les Français : justesse du détail et de la description des personnages.

D'un côté, les juifs frappés de l'étoile jaune et condamnés à disparaître par la folie nazie, comme le dit Steiner.

Egalement, les résistants pourchassés par les nazis ou leurs complices (jusqu'au sein des églises, comme nous le montre l'une des scènes du film).

Et aussi l'ensemble de la population parisienne vivant dans des conditions plus que difficiles : alimentation rare, pénurie de chauffage, couvre-feu (d'où le titre du film) etc...

De l'autre côté, les occupants qui imposent l'ordre hitlérien et la cohorte de collaborateurs en tous genres, comme le critique Daxiat dont les articles sont de véritables sentences pouvant aller de l'interdiction à l'arrestation, les profiteurs du marché noir ; le luxe et l'opulence des « bofs » qui s'étaient effrontément alors que d'autres sont victimes, à tous les niveaux, de la barbarie nazie.

Un film de haute tenue, remarquablement dirigé — rarement Catherine Deneuve et Gérard Depardieu, pour ne parler que d'eux, n'ont été aussi présents à l'écran. Un film à voir en cette période où les nazillons osent encore sévir de Bologne à Anvers en passant par Paris au nom des idéologues de l'holocauste.

Patrick KAMENKA

« *Le dernier métro* », film français de François Truffaut.

à voir

■ *America America* d'Elia Kazan, *Les Damnés* de Luchino Visconti, sans oublier des films plus récents comme *Apocalypse Now* de F. Coppola, *Le Christ s'est arrêté à Eboli* de Francesco Rosi, *Le Tambour* de V. Schlöndorff.

à éviter

Le Vaudou aux Caraïbes
Ignoble petit film pornographique qui veut se donner des airs de policier exotique.
En fait d'exotisme — le film se déroule en Martinique — c'est plutôt de racisme qu'on devrait parler : les Antillais sont à chaque fois montrés comme des êtres inférieurs uniquement capables d'être les serviteurs des Blancs et de pratiquer le vaudou...
A ne voir sous aucun prétexte.
Film français de P. Monnier.

concert

Le groupe « *Nass el Ghiwane* » donnera un concert le samedi 8 novembre prochain à la « *Maison pour Tous* » d'Elancourt (78). Toujours au même endroit se produira, du 7 au 29 novembre, le groupe « *Khamsa* ». A travers le conte, la musique et la calligraphie, trois artistes feront connaître aux visiteurs la richesse de la culture arabo-musulmane. Le mercredi 12 novembre, à 21 heures, « *Khamsa* » présentera son spectacle-animation : « *L'arabesque à voir et à entendre* ». Des rendez-vous à ne pas manquer. Pour tout renseignement complémentaire, téléphoner au 062.82.81.

Fawzi al Aiedy du groupe Khamsa



le corps noir

Qui est Noir ? Le livre tonifiant de Jean-Claude Charles pose cette insolite question et remet en cause bien des « évidences » imposées par des siècles de racisme blanc.

La question est posée : Qui est noir ? Provocation ? Le recensement américain demande avec une brutale franchise d'indiquer sa race : Blanc, Noir, Hispanique, Amérindien etc. Mais l'enfant d'un homme blanc et d'une femme noire : Blanc ou Noir ? Question blasphématoire. Question dont la réponse est inscrite dans tous les « codes noirs » de tous les esclavagismes. Question circonscrite par les barbelés de l'apartheid et la 125^e rue de New York, celle où commence Harlem, celle après laquelle on est Noir ! Question qui ne se pose pas en (bonne) société car elle rappelle le vieux, le profond, le douloureux, l'original drame de la souillure : est « noire » toute personne « souillée » par un « corps noir ».

Tour à tour pamphlet ou poème, collage ou dissertation, le livre de Jean-Claude Charles naît d'un refus ; refus de la clôture biologique qui n'existe que dans les têtes ; refus des compliments qui distribuent les rôles : au Noir, la grâce du corps, des danses et des rythmes ; au Blanc, les choses sérieuses. Jean-Claude Charles regarde son corps et ne trouve rien que de très banal à la couleur brune de sa peau.

Il refuse d'être le gadget exotique des salons « de gauche » en mal de particularismes et de « beaux » sauvages.

Surtout, il montre avec précision et la force de multiples exemples, toutes les ambiguïtés d'une notion de « différence »

qui fait écrire au Sénégalais Senghor des textes que ne renierait pas la « nouvelle » droite.

Ce serait trop simple. Le Blanc, image parfaite de l'Homme ayant conquis par la glaive le droit d'ordonner l'univers, serait quitte en valorisant ceux qu'il maintient à la périphérie du progrès. Le Noir, battant ses tambours de crève-la-faim, se verrait attribuer à vie le premier prix de tam-tam et les décorations y afférant, avec, en prime, l'autorisation de s'en prévaloir et de recevoir les réconfortants murmures de la mauvaise conscience blanche.

Tout ça, c'est bien profondément inscrit dans l'esprit des gens. Ça se promène de l'un à l'autre et l'effet de miroir fait effet de preuve. On en oublie vite que Beethoven, quoique blanc, devait tout de même bien avoir le sens du rythme et que si l'Afrique est moins développée que l'Europe, il y a peut-être d'autres raisons que les aspirations génétiques des Noirs à la misère !

Merci, Jean-Claude Charles, de nous faire traverser, dans votre beau livre, par toutes les forces du style, les méandres que le racisme a tracés dans les esprits et d'arriver enfin à la simple évidence : la vie commune, ça peut s'apprendre et c'est bon.

Jean-Louis SAGOT-DUVAUROUX

« *Le corps noir* », par Jean-Claude Charles (Editions Hachette).

ghettos et prisons d'amérique

150 pages de documents accablants sur les discriminations et les violences dont sont victimes les minorités raciales aux USA

souscription de lancement valable jusqu'au 30 novembre 25 F.

(+ 7 F. frais de port)

Je désire recevoir le cahier droit et liberté « Ghetto et prisons d'Amérique »

au prix normal de 35 F.

au prix souscription de 25 F.

Nom

Prénom

Adresse

Je verse

A renvoyer à droit et liberté, 120 rue Saint-Denis 75002 Paris, CCP 9239-81 Paris

INSTITUT
NATIONAL
DU TAPIS

MAGENTA TAPIS

MLT

REVEITEMENT EN TOUS GENRES
MOQUETTES LAINE ET TOUTE TEXTURE
TEXTILES MURAUX, PAPIERS PRECIEUX
PEINTURE : TEINTES ASSORTIES AUX TEXTILES

TAPIS CONTEMPORAINS, CLASSIQUES, INSPIRATION
ORIENT
TAPIS ORIENT, ROUMAINS, CHINOIS
IMPORTATION DIRECTE

ETUDES ET DEVIS GRATUITS - POSE PAR SPECIALISTES
LIVRAISONS PARIS ET BANLIEUE
EXPEDITION DANS TOUTE LA FRANCE

100-102, BOULEVARD MAGENTA
75010 PARIS - Tél. : 607.11.25 - 202.71.12
Métro : Gare de l'Est, Gare du Nord (Parking assuré)

G. R. FISCHER
FOURREUR CREATEUR

31, AVENUE MOZART, PARIS 16^e 525.90.31

Jean-Bernard

FOURREUR - MODÉLISTE
Transformation - Garde

11, RUE SAINT-SÉBASTIEN - 75011 PARIS -

TÉL. : 357-74-58

Case réservée
aux Ets D.

COMETA - EST

10, rue Jean Jaurès
92807 PUTEAUX CEDEX
Tél. : 775-68-00

Case réservée
aux Ets J.D.

VETEMENTS
DE STYLE

PARADOXE

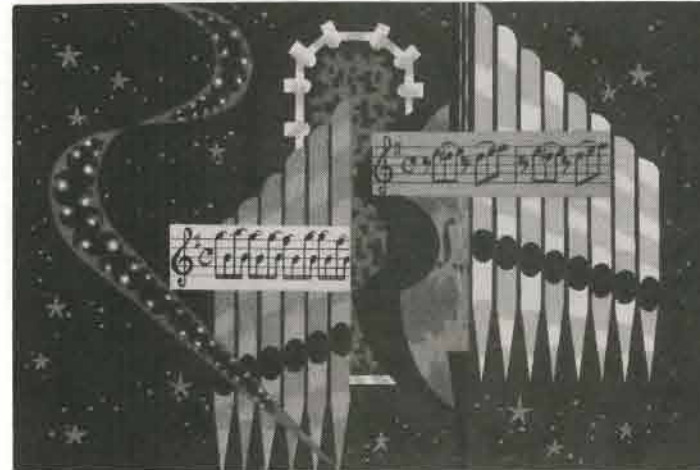
170, rue du Temple, 75003 Paris
Tél. : 272.15.77

Métro :
TEMPLE
RÉPUBLIQUE

■ pleins feux ■ pleins feux ■ pleins feux ■ pleins feux ■

exposition

tapisseries de Jean Picart
ledoux au musée de la poste



Les tapisseries exposées au Musée de la Poste (34, bd de Vaugirard à Paris) jusqu'au 19 octobre vous permettent d'apprécier l'univers de Jean Picart Le Doux.

Selon Vercors cet univers représenterait la synthèse du rationalisme et du merveilleux. On pourra

admirer également certaines illustrations de timbres postes ou de livres où « la rigueur du dessin qui pourrait être celle d'un géomètre s'allie à une invention si poétique, si féérique, si fantastique parfois, qu'elle anime cette rigueur d'une force explosive ».

M.C.

livres

dossier e
comme esclave

Cet ouvrage de base sur la condition des travailleurs immigrés en France est l'œuvre rigoureuse et littéraire à la fois du spécialiste de ce domaine au journal *Le Monde*.

La thèse centrale de Jean Benoît est que les travailleurs immigrés représentent une nouvelle sorte d'esclaves, au sens où le rappelle Tahar Ben Jelloun dans la préface : « L'esclave est l'homme à qui on refuse par la force le statut d'homme. C'est l'être réduit. Réduit à son corps. Réduit à sa force de travail. C'est un être diminué, exclu de la vie, refusé à la dignité. C'est l'être dominé, exploité, humilié ».

Ainsi que le souligne l'auteur, « l'esclave ce n'est pas seulement l'homme placé sous l'autorité absolue d'un maître qui l'a rendu captif ou qui l'a acheté comme une marchandise. C'est aussi l'homme qui vit sous la dépendance d'un autre ou d'un groupe d'autres, et qui subit cette domination sans pouvoir se libérer : définition adoptée en 1956 par la « Convention des Nations Unies pour l'Abolition de l'Esclavage et des Pratiques Similaires ».

Si l'optique polémique de l'ouvrage se trouve aussi expliquée pour analyser la situation des quatre millions d'étrangers en France, elle est en outre étayée par une documentation sérieuse, ce qui est à souligner, même si quelques erreurs d'imprimerie ont pu être commises.

C'est pratiquement le seul ouvrage qui permette de saisir d'une manière globale — par son approche historique mais aussi ses anecdotes — comment la société industrielle capitaliste fonctionne grâce à un prolétariat extérieur.

Mireille CARRERE

« Dossier E... comme esclave » de Jean Benoît (Ed. Alain Moreau, 1980).

livres reçus

■ **Cinéma et politique**, collectif, éd. Papyrus, 39 Bd Magenta, Paris 10^e. Depuis 1968, un cinéma « radical », « militant » est né, décidé à se colleter avec des problèmes réels de la société jamais abordés par les films traditionnels : grèves, luttes sociales, femmes, immigrés, lutte du Tiers-Monde. Ces films ont connu des fortunes diverses, beaucoup se sont imposés comme des films « à part entière ». Un nouveau cinéma et un nouveau public sont nés : ce copieux dossier, né des colloques de la Maison de la Culture de Rennes, dresse un bilan et ouvre des perspectives.

■ **Le cas Wallenberg**, par J. Derogy, éd. Ramsay. Lors de l'occupation de la Hongrie fasciste par les Nazis, un courageux diplomate suédois, Raoul Wallenberg, sauve des milliers de juifs hongrois à lui tout seul, plus que tous les gouvernements alliés réunis. Lors de la libération de Budapest par les Soviétiques, ceux-ci, inexplicablement, arrêtent le diplomate scandinave. Malgré des campagnes internationales et des témoignages de prisonniers russes qui affirment qu'il est en vie, le gouvernement de Moscou n'a jamais répondu aux demandes de nouvelles. Pourquoi ? Si Wallenberg, ce héros, est en vie, il doit être sauvé !

■ **L'Orientalisme**, par Edward Said, éd. du Seuil. Cet essai, l'un des plus tonifiants de ces dernières années, écrit par un professeur palestinien de New York, démonte les mécanismes culturels et universitaires d'une science orientaliste qui s'est inventé un Orient mythique depuis deux siècles, auxiliaire conscient ou non de la domination impérialiste de l'Occident, dont sont originaires les orientalistes, secrétant un racisme culturel dont les effets vont augmentant.

■ **Sénégal**, par C. Saglio, Petite Planète, éd. du Seuil. Beaucoup plus qu'un ouvrage de tourisme, le premier à acheter néanmoins avant de se rendre au Sénégal, ce dernier-né des « Petite Planète » est une introduction complète, particulièrement compétente, sur ce pays, son histoire depuis les origines, ses peuples, ses cultures, ses religions dont un Islam majoritaire très « personnalisé » et, en plus du descriptif des beautés qu'il offre au visiteur, un remarquable chapitre sur la vie culturelle aujourd'hui.

■ **Histoire de la Guerre d'Algérie**, par Alistair Horne, éd. A. Michel. C'est un historien britannique, spécialiste de la France contempo-

raine, qui a écrit la meilleure histoire de cette terrible guerre « française » qu'a été la guerre d'Algérie, la meilleure parce que la plus sereine, sans haine, sans parti-pris pour aucun des deux camps, dont il a utilisé les documents les plus significatifs, servi par une excellente connaissance du français, dont il a tiré une somme de 600 pages.

■ **Juifs et catholiques en France de 1919 à 1939**, par Lazare Landau, éd. Le Centurion. Le sous-titre de cet ouvrage est « *De l'aversion à l'estime* » et il fallait le grand biographe de Jules Isaac qu'est Landau pour analyser une période particulièrement dramatique des rapports judéo-chrétiens, l'entre-deux-guerres en France, où un virulent antisémitisme était alimenté par de grands écrivains, des hommes politiques en vue, d'innombrables livres, brochures, périodiques, et où la droite, monarchiste ou non, avait la part du lion, mais non exclusivement. Mais le dialogue n'a jamais été rompu grâce à quelques chrétiens de bonne volonté. Un livre de rapprochement judéo-chrétien.

Yves THORAVAL

■ **La mort de Salah Baye ou la vie obscure d'un Maghrébin**, par Nabila Farès (Ed. L'Harmattan, 1980). « Dans le pays de mon être, ils m'enlevèrent mon cœur. Dans le pays de mon cœur, ils m'enlevèrent mon être. Comment vivre sans lumière ».

Avec une écriture violente, l'écrivain, le journaliste et l'émigré nous fait ressentir comment l'état de pouvoir est lié à l'état de barbarie et comment l'autorité se nourrit de la mépris de la dignité de l'homme.

M.C.

JACQUES MILLEY
YVES THORAVAL

Afrique des Grands
Lacs/Kenya

Petite Planète
Editions du Seuil

gemitha

82 Bd. Diderot - PARIS 12^e
Tél. : 344.61.37

Ouvert sans interruption de 9 h à 20 h sauf dimanche et fêtes.
M^e Reully-Diderot, gratuit Garage 15 rue Crozatier.

Horlogerie - Bijouterie - Orfèvrerie - Joaillerie - Cadeaux
Dépositaire des Grandes Marques



- 1 - Montre Homme à Quartz
674 F - 20% : 539,20 F
- 2 - Solitaire or gris et brillant
3305 F - 20% : 2644 F
- 3 - Bague saphir et brillants
3425 F - 20% : 2740 F
- 4 - Chevalière or
2.086 F - 20% = 1.652,80 F
- 5 - Montre Dame argent
526 F - 20% : 420,80 F

20% DE REMISE AUX
LECTEURS DU JOURNAL

PRIX ETABLIS AU 10.07.80.

FABRICANT HOMMES-DAMES-ENFANTS

CREATIONS

LURIPH'S



68, avenue Parmentier
75011 Paris
Tél. : 355.74.34

SPORTSWEARS
JEAN'S-VELOURS-BLOUSONS

matériels et fournitures
pour les industries graphiques

Brosse et distribution en poudre
Brosses
Or, argent, cuivre et plomb en feuille
Papier doré

MATÉRIEL PHOTOMÉCANIQUE
Litho John
Kluge
Protocoll Labor
Walter

ROTATIVES FLEKO et
HELIO-RESPOND POUR
L'EMBALLAGE
Carraro Carré

MATÉRIEL ANNEXE D'IMPRESSION
Bilboche
Dessing
Day-dry
Dagman
Sengy

TRANSFORMATION DU PAPIER
ET DU CARTON
Barron & Abge
Caki
La Pierre
Pictor
Fumica
Tomato

SEVEAU
AGENT GÉNÉRAL POUR LA FRANCE
SERVICE APRÈS-VENTE - TEL. 387.36.19
19 RUE DE LISBONNE, PARIS 8^e 75

FABRIQUE DE TRICOTS

DEATEX

31, rue du Faubourg
Saint Martin
75010 PARIS
Tél. : 208.20.40

BOUTIQUE (cacharel)

15, rue esquermoise - 59000 Lille
tél. (20) 54 21 12

23, rue de Béthune
59000 LILLE
Tél. : 54.75.58



SERVICES EQUITATION - TENNIS -
SKI - SPORTSWEAR - SPORT D'EQUIPE
SERVICE COLLECTIVITE

SPORT 2000

Tél. : 993.37.91

29, Bd H.-Bergson SARCELLES · Lochères

■ action ■



mobilisation populaire contre le racisme avec le m.r.a.p

Semaines d'intense activité pour le mrap et tous ses militants à travers la France, qui s'emploient à la mobilisation la plus large de l'opinion publique contre les crimes racistes et le néo-nazisme.

Après les mitraillages d'institutions juives à Paris, le 26 septembre au matin, puis l'attentat de la rue Copernic, le 3 octobre, le mrap a pris toute une série d'initiatives pour organiser la riposte populaire au racisme.

Mardi 30 septembre : manifestation devant le Mémorial du martyr juif inconnu. Le CRIF (Conseil représentatif des Institutions juives de France) et la LICRA (Ligue internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme) se sont joints à l'appel du mrap. Albert Lévy y fait une allocution.

Vendredi 3 octobre : immédiatement après l'attentat de la rue Copernic, le mrap appelle les antiracistes à se rendre sur les lieux. Charles Palant, vice-président, y prend la parole. Albert Lévy est interviewé à TF 1.

Samedi 4 octobre : une délégation du mrap assiste à l'office qui se tient à la synagogue de la rue Copernic. On y note la présence de Pierre Paraf, de Charles Palant et de George Pau-Langevin.

Le mrap appelle à des délégations massives devant le ministère de l'Intérieur de 14 heures à 17 heures. Albert Lévy et Roland Rappaport sont reçus par M. Bonnet. Vingt cinq mille personnes remontent les Champs-Élysées derrière la banderole du mrap jusqu'à la synagogue de la rue Copernic. De nombreuses organisations participent à ce défilé (PCF, PS, PSU, LCR, CGT, CFDT, FEN, FNDIRP, etc.).

Mardi 7 octobre : 200 000 à 300 000 personnes répondent à l'appel du mrap auquel se sont jointes une multitude d'organisations, de la Nation à la République (parmi les organisa-

avec l'algérie éprouvée

Un vaste mouvement de solidarité s'est manifesté tant en France que dans le monde après le tragique et dévastateur tremblement de terre qui, le vendredi 10 octobre, a causé la mort de plusieurs milliers de personnes à El Asnam en Algérie.

L'émotion a été intense en France, aussi bien parmi les travailleurs immigrés dont certains sont originaires de la ville dévastée que parmi les Français qui, dans un élan généreux, ont fait parvenir aux organisations humanitaires des dons de toute nature.

Albert Lévy, secrétaire général du mrap, a adressé pour sa part des messages de solidarité avec l'Algérie meurtrie à l'Ambassade d'Algérie en France et à l'Amicale des Algériens en Europe.

notre ami louis daquin

Sa passion de la justice, son refus de tout ce qui abaisse l'Homme : bêtise, haine ou préjugé, expliquent le fidèle attachement de Louis Daquin au mrap, dont il était membre du Comité d'Honneur. Il n'est pas de manifestation, d'initiative importante de notre Mouvement, à laquelle il n'ait apporté son soutien.

Ce cinéaste, exclu des circuits officiels et officieux en raison de sa conception militante de l'art, était entouré d'estime et d'amitié dans sa profession. Au sortir de la Résistance il fut, en 1944, secrétaire général du Comité de libération du cinéma et, par la suite, président du Syndicat des Techniciens de la Production Cinématographique (CGT), vice-président de la Société des Réalisateurs de Films, directeur d'études à l'IDHEC (1970-1977). Il était membre du jury du Prix Fraternité, fondé par le mrap, qui couronna plusieurs fois des cinéastes proposés par lui.

Son œuvre, où figurent des films aussi divers que « Nous les gosses », « Premier de cordée », « Les frères Bouquiquant », « Maîtres après Dieu », « Le Parfum de la Dame en Noir », « Le point du Jour », ou « Bel Ami », est marquée à la fois par la générosité de l'inspiration et la qualité de la réalisation, concourant à ce qu'on a pu appeler un « réalisme à la française ». En dépit de l'indifférence des grandes firmes de distribution, « Maître après Dieu », drame humain qui dénonce avec force l'horreur du nazisme, a connu une longue et brillante carrière dans les ciné-clubs. Le montrer de nouveau dans le climat actuel serait rendre un hommage mérité à son auteur. De même, ce serait lui rendre justice que de présenter enfin à la télévision française « Bel Ami », adaptation du roman de Maupassant, qui fut censuré deux ans, puis amputé de 14 minutes pendant la guerre d'Algérie, parce qu'il dénonçait le système colonial.

Le mrap était représenté aux obsèques de Louis Daquin par une large délégation conduite par Albert Lévy. Droit et liberté exprime lui aussi sa profonde sympathie à son épouse, Clara, et à ses fils, Jean-Michel et Marc.

tions participantes on note la CGT, la CFDT, la FEN qui ont appelé à des arrêts de travail de 2 heures au même moment, la CGT-FO de la région parisienne, la CGC, la FASP (Fédération Autonome des Syndicats de police), le CRIF et l'ensemble des organisations juives, le MLF, le Comité international Rom, certaines écoles ou universités, le PS, le PCF, le PSU, la LCR, plusieurs élus de la majorité sous la bannière de la LICRA, etc.).

En tête du cortège, la banderole du mrap « Halte au racisme, halte au fascisme » est suivie des dirigeants du Mouvement : Albert Lévy, secrétaire général, M^e George Pau-Langevin, vice-présidente, M^e Roland Rappaport et les autres membres du Bureau National, ainsi que Mme Françoise Grémy, en l'absence du président du mrap, le professeur François Grémy, en voyage à l'étranger, de même que Charles Palant. Dans ce groupe, on reconnaît aussi des membres du Comité d'Honneur du mrap : Alain Decaux, Alain Terrenoire, Jacques Berque, Gérard Lyon-Caen, Albert Jacquard, Jean Hiernaux, Théodore Monod.

Des dizaines de milliers de tracts et d'auto-collants sont diffusés par les militants du mrap.

TISSUS SPORTS WEAR
NOUVEAUTÉS

K JACQUES KATZ

14, Rue des Filles-du-Calvaire, PARIS-3^e

Tél. : 887 87-33 & 277 89-29

CONFECTIONS EN GROS
HOMMES - DAMES - ENFANTS

SWIERCZ et Cie

S.A. 300.000 F.

132-138 RUE DE PARIS - LI LILLE

TEL. 54.74.06
& 54.96.20

SPÉCIALITÉS

CUIRS
TERGAL
COMPLETS
PANTALONS

s. a. ROZENBLIT

Société Anonyme au Capital de 1.125.000 Francs

articles ménagers

BALAIS ET MANCHES POUR BALAIS

Téléphone (90) 82.10.18
82.34.40

Télex : Rozenbal 432769 F

106, 108, Avenue Monclar

Boite Postale 206

84009 AVIGNON cedex

PERLES
DE
CULTURE

IMPORT
EXPORT

75003 PARIS

134, rue du Temple

Téléph. : 887-81-53

B. KALUSZYNER & C^{ie}

Société Anonyme
au Capital de 100.000 Francs

BIJOUTERIE FANTAISIE-BOUTONS
PERLES ET PIERRES IMITATION POUR BRODERIE
CERAMIQUES - CRISTAUX DE BOHEME
ARTICLES DE CADEAUX

FRIED FRERES

Société Anonyme au Capital de 1.440.000 Francs
Maison fondée en 1886
SIRET 552 046 112 00017

13, rue du Caire - 75081 PARIS CEDEX 02

Tél. : 233.51.55
Télex FRIED 220 060 F

GIL'MAX

VETEMENTS
DE PEAUX
ET FOURRURES

176, rue du Temple
75003 PARIS

278.35.65
278.38.13

Métro : République - Temple

HOMME
FEMME

FABRICANT

BOSTON

CRÉATION

19, rue Béranger - 75003 PARIS
Tél. : 278.54.89

Maison recommandée :

Atelier PAUL DECOUR
162, rue du Fg Saint-Denis -
75010 PARIS

J'ai consacré mon existence à ce combat du peuple africain. J'ai lutté contre la domination blanche et contre la domination noire. Mon idéal est celui d'une société démocratique et libre, dont tous les membres vivraient en harmonie et disposeraient de chances égales. J'espère vivre assez longtemps pour pouvoir atteindre cet idéal. Mais s'il le faut, je suis prêt à mourir pour lui.



11 OCTOBRE
JOURNÉE DE SOLIDARITÉ
AVEC LES PRISONNIERS
POLITIQUES
SUD-AFRICAINS

Cette affiche a été remise à M. Tili, directeur adjoint du centre d'information de l'ONU à Paris lors de la soirée de solidarité avec les prisonniers politiques de l'apartheid qui s'est tenue le 10 octobre, à l'UNESCO, sous l'égide de l'ONU et à l'invitation du mrap, du MAA/CAO et de l'AFASPA. Cette soirée était présidée par Vercors avec la participation de Chris McGregor et de Jacques Perrin.

On peut obtenir cette affiche au mrap, en français, en arabe ou en espagnol pour la somme de 10 F + 5 F de frais de port.

PRESIDENT D'HONNEUR : Pierre PARAF

PRESIDENT DELEGUE : François GREMY

VICE-PRESIDENTS : Charles PALANT, Abbé Jean PIHAN, M^e George PAU-LANGEVIN, Docteur François GREMY.

SECRETAIRE GENERAL : Albert LEVY

COMITE D'HONNEUR : Henri ALLEG, Georges AURIC, Robert BALLANGER, Maurice BEJART, Jacques BERQUE, Général de BOLLARDIERE, Bâtonnier Albert BRUNOIS, Aimé CESAIRE, Charles de CHAMBRUN, André CHAMSON, Marie José CHOMBART de LAUWE, Louis DAQUIN, Alain DECAUX, Henri DESOILLE, Maurice DRUON, Pasteur André DUMAS, Henri FAURE, Jean FERRAT, Max-Pol FOUCHET, Pierre GARRA, Colette GUILLAUMIN, Monseigneur Guy HERBULOT, Jean HIERNAX, Georges HOURDIN, Albert JACQUARD, Professeur François JACOB, Pierre JOXE, Jean-Pierre KAHANE, Alfred KASTLER, Jean LACOUTURE, Bâtonnier Bernard LASSERRE, Michel LEIRIS, Gérard LYON-CAEN, Jacques MADAULE, Françoise MALLET-JORIS, Albert MEMMI, Robert MERLE, Théodore MONOD, Henri NOGUERES, Jean PICART LE DOUX, Gilles PERRAULT, Marcel PRENANT, Wladimir RABI, Alain RESNAIS, Emmanuel ROBLES, Armand SALACROU, Jean-Paul SARTRE, Laurent SCHWARTZ, Georges SEGUY, Vieira da SILVA, Jean SURET-CANALE, Haroun TAZIEFF, Alain TERRENOIRE, Jacqueline THOME-PATENOTRE, VERCORS, Jacqueline VICTOR-BRAUNER, Docteur Pierre WERTHEIMER, Iannis XENAKIS, Bernard ZEHRFUSS.

dans toute la
france

Dès le samedi 4 octobre, et pendant toute la semaine qui a suivi, avec un point fort le 7 octobre, comme à Paris, des manifestations ont eu lieu dans toute la France, le plus souvent à l'initiative des comités locaux du mrap, toujours avec leur participation.

Nous y reviendrons, après la prochaine réunion du Bureau National qui doit faire le bilan complet. Ce qui ressort d'ores et déjà de ce mouvement, c'est son ampleur, sa puissance. Dans la plupart des villes, c'était la plus importante manifestation depuis longtemps.

Voici une liste des principales villes où elles se sont déroulées, selon les premières informations parvenues : Marseille, Lyon, Strasbourg, Nancy, Nice, Bordeaux, Grenoble, Metz, Amiens, Orléans, Montpellier, Sète, Béziers, Valence, Aix-en-Provence, Toulouse, Lille, Annecy, Belfort, Vichy, Montargis, Evreux...

Mais il faudrait en ajouter beaucoup d'autres. Un exemple : dans la seule région Nord-Picardie-Champagne, outre celles de Lille et d'Amiens, des manifestations nous sont signalées à Saint-Quentin, Laon, Péronne, Hirson, Compiègne, Creil, Beauvais, Reims, Chalons-sur-Marne, Liévin, Vitry-le-François.

Dans toutes les régions, les manifestations ont débouché sur un grand nombre d'adhésions et la création de nouveaux comités du mrap.

le procès
de la fane

Le 18 septembre, déjà, à la veille du procès de Fredriksen, une conférence de presse avec l'abbé Jean Pihan, Albert Lévy, M^e Roland Rappaport, Jean-Pierre Giovenco, avait fait connaître les deux récents attentats et les menaces visant les dirigeants du mrap, ainsi que la lettre d'intimidation dirigée contre ses avocats.

Le même jour, des juifs parisiens avaient reçu un tract signé de la FANE également injurieux et menaçant.

Une floraison d'inscriptions antijuives et antiarabes était signalée à Nantes.

La Presse a donné un grand retentissement à ces informations, montrant la nécessité de mesures efficaces pour mettre hors d'état de nuire les groupes néonazis. De même, les révélations contenues dans la plaidoirie de M^e Rappaport ont retenu l'attention de la plupart des nombreux journalistes présents au procès du 19 septembre.

au sentier et à la
ligue des droits de
l'homme

Quelques jours plus tard, c'étaient, en un seul week-end, les deux attentats contre le domicile d'Henri Noguères, président de la Ligue des Droits de l'Homme et contre une entreprise juive du Sentier.

Désireux de m'informer et de soutenir l'action contre le racisme,
pour l'amitié entre les peuples

J'adhère au m.r.a.p.

Je m'abonne à droit et liberté



Nom (en capitale)

Prénom âge

Profession

Adresse

Code postal Ville

Le montant de la carte d'adhésion (à partir de 60 francs) est laissé à l'appréciation du souscripteur, selon ses possibilités, compte tenu de la nécessité d'apporter le soutien le plus efficace à l'action du mrap.

Abonnement d'un an à droit et liberté (60 F). Abonnement de soutien (120 F). Etranger (90 F). C.C.P. 9239-81 Paris

■ Rayer la mention inutile

mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (mrap)
120, rue saint-denis - paris (2) tél. : 233.09.57 - c.c.p. : 14-825-86 paris



LA BAGAGERIE

Signe la Mode du Sac

12 RUE TRONCHET - 742.53.40
41 RUE DU FOUR - 548.85.88
74 RUE DE PASSY - 527.14.49
TOUR MONT-PARNASSE - 538.65.53
PARIS

LYON - LA PART-DIEU
NEW-YORK - 727 MADISON AVENUE
TOKYO - 5-5 GINZA

DEFI

16, avenue de la Libération
33110 LE BOUSCAT - ☎ (58) 08.71.34

Le spécialiste du

NAPPERON RAYON-FOR

142, rue du Temple - 75003 PARIS

Téléphone 887-33-50

GRAND CHOIX DE MODELES EXCLUSIFS
Importation de Chine brédé main
Linge de maison - Layette
BONNETERIE

Le prix.



TV. ELECTROMENAGER. HI-FI.

Le lundi matin, une délégation du **mrp** se rendait sur les lieux du second ; lors de la manifestation appelée pour le lendemain par des associations juives, les militants du **mrp** distribuaient des tracts soulignant les responsabilités des pouvoirs publics et la nécessité d'un vaste rassemblement de toutes les forces antifascistes.

La Ligue des Droits de l'Homme ayant organisé une manifestation devant son siège, le 26 septembre, avec la participation des syndicats et des partis de gauche, le **mrp** y était représenté par une forte délégation, conduite par François Grémy, Charles Palant et Albert Lévy.

rencontres avec les préfets

Le Président de la République, dans sa déclaration du 8 octobre, ayant convié les représentants des cultes, des syndicats et des associations luttant contre le racisme à se rencontrer le 10 octobre, dans les préfectures. Le **mrp** a décidé de participer à ces réunions.

Dans la plupart des cas, que ce soit à Paris, dans la région parisienne ou en province, ses responsables locaux, faisant valoir les positions du Mouvement, ont regretté que les représentants de la population immigrée ne soient pas également invités ; ils ont en effet souligné que les violences racistes qui, dans la dernière période, ont visé essentiellement les juifs et leurs institutions, ont déjà fait des dizaines de victimes parmi les travailleurs étrangers, particulièrement les Maghrébins ; ils ont demandé que cessent toutes les mesures policières et administratives ainsi que les prises de position gouvernementales qui contribuent à alimenter les attitudes racistes contre les immigrés, car d'un racisme à l'autre, qu'il s'agisse de l'idéologie ou des menées criminelles, il y a une évidente continuité.

délégation auprès du garde des sceaux

Le 13 octobre, une délégation du **mrp** a été reçue par M. Alain Peyrefitte, Garde des Sceaux, au ministère de la Justice. Elle était composée du professeur François Grémy, président du Mouvement, M^e George Pau-Langevin, vice-présidente, Albert Lévy, secrétaire général, M^e Roland Rappaport et Manfred Imerglik, membres du Bureau National, M^e Andrée Francis, membre de la Commission Juridique.

La délégation a attiré l'attention sur les nombreuses anomalies de l'action judiciaire engagée contre la FANE et les menées racistes, et souligné que le Parquet n'a pas cru devoir engager des poursuites contre les numéros de *Notre Europe* publiés depuis juillet, qui contiennent pourtant des articles aussi répréhensibles que

les précédents.

Elle a demandé aussi que des mesures soient prises pour une meilleure application de la Loi du 1^{er} juillet 1972.

Enfin, elle s'est inquiétée de certains aspects du projet de loi « *sécurité et liberté* » concernant la population immigrée.

présence du mrp

Tout au long de cette période, le **mrp** a participé aux multiples manifestations et cérémonies ayant rapport avec le drame de la rue Copernic.

François Grémy représentait le Mouvement, le 9 octobre, aux obsèques de l'une des victimes, Philippe Bouissou, à l'église Saint-Ferdinand des Ternes ; une délégation du comité départemental du Val d'Oise était présente à la cérémonie qui s'est déroulée le même jour à Argenteuil, à la mémoire d'une autre victime de l'explosion.

Nombreux étaient les avocats et juristes membres du **mrp** à la manifestation du Palais de Justice, le 10 octobre, organisée pour protester contre le néo-nazisme et les menaces visant les avocats. Lors de son intervention, le Bâtonnier de l'Ordre exprima en outre ses réserves devant la saisine de la Cour de Sureté dans l'affaire de la rue Copernic.

Signalons enfin que, le 16 octobre, de très nombreuses personnalités et représentants d'associations ont participé, au Palais du Luxembourg, à la réception organisée par le **mrp** autour de Pierre Paraf, devenu président d'honneur du Mouvement, et François Grémy, président délégué.

Le même jour, avait lieu une conférence de presse, au cours de laquelle a été présenté un appel demandant des mesures efficaces contre le néo-nazisme

les artistes contre le racisme

Depuis une quinzaine de jours, de nombreux artistes ont souhaité manifester leur soutien à la lutte antiraciste.

Nous remercions le réalisateur Claude Berri qui a fait programmer « *Le Vieil Homme et l'Enfant* » au cinéma ABC à Paris, et en reverse la recette au **mrp**.

Le théâtre du Campagnol a dédié au **mrp** la représentation du jeudi 9 octobre de la pièce de J.C. Grumberg « *En revenant de l'Expo* » au théâtre de la Cartoucherie, et versant lui aussi la recette de cette soirée.

Frank Cassenti, réalisateur, et Jacques Vassal, journaliste, ont organisé, également le 9 octobre, un concert de soutien au Palais des Arts avec Djamel Allam, Gilbert Lafaille, Bernard Lubat, Kirjuhel, Eric Cosaque et Voltagé B. Ben Zimet, Fusion Jazz Questet et Michel Graillet.

Frank Cassenti, toujours au Palais des Arts, a pris l'initiative le 11 octobre d'un débat avec le **mrp**, à l'occasion de la projection exceptionnelle de ses trois films « *L'Aggression* », « *L'affiche rouge* », et « *Ainama-Salsa pour Goldman* ».

et la constitution d'une commission d'enquête parlementaire portant d'ores et déjà des signatures de personnalités de tous les horizons.

Enfin, une assemblée de prière œcuménique contre tous les racismes a réuni plus d'un millier de personnes le lundi 13 octobre, en l'Eglise Saint-Nicolas des Champs, à Paris. Lors de cette cérémonie, qui s'est tenue à l'invitation du Cardinal Marty, archevêque de Paris, du Pasteur Maury, Président de la Fédération Protestante de France et de Mgr Mettelios, métropolitain de l'Eglise orthodoxe grecque de France, l'abbé Jean Pihan, vice-président du **mrp** a fait une allocution au cours de laquelle il a notamment stigmatisé le « racisme économique » qui découle du pillage du Tiers-Monde et l'exploitation des travailleurs immigrés.

Faisant allusion aux thèses de la nouvelle-droite, il a dénoncé « *ces doctrines qui combattent le christianisme égalitariste au nom de la pureté de la race* », affirmant que « *c'est par de tels préjugés et de telles généralisations que s'ouvrent les chemins qui mènent à Auschwitz* ».

carnet

nos deuils

■ Pierre Boiteau, homme de sciences et homme de cœur, avait contribué à la lutte contre le racisme et le colonialisme, notamment à Madagascar, par ses écrits, par ses prises de position, son soutien au **mrp**. Sa mort est ressentie avec une peine profonde par tous ceux qui l'ont connu. Que son épouse et ses enfants trouvent ici l'expression de notre douloureuse sympathie.

■ Tous ceux qui, après la seconde guerre mondiale, ont lutté contre les séquelles et la renaissance du nazisme, contre la remilitarisation de l'Allemagne non-dénazifiée, pour les idéaux de la Résistance, ont le souvenir des discours, des articles de Louis Martin-Chauffier, qui vient de s'éteindre à l'âge de 86 ans. Membre de l'Institut, commandeur de la Légion d'Honneur, Croix de guerre 1914-1918, Rosette de la Résistance, il participa à de nombreuses campagnes du **mrp**. Nous présentons à sa famille nos sincères condoléances.

mariage

Nous avons appris le mariage de notre amie Dominique Kriwkoski, productrice à la télévision, qui fut plusieurs années membre du Bureau National du **mrp**, avec Samuel Itzovitch, réalisateur. Nous leur exprimons nos félicitations et nos vœux les plus cordiaux.

naissances

Nous avons le plaisir d'annoncer la naissance d'Elodie, fille de nos amis Paul et Sylvia Nataf ; de Faustine, fille de Richard et Virginie Decombée ; de Odile, fille de Sylvie Ravel et Pierre Papaya.

A tous, nous adressons nos félicitations chaleureuses et nos vœux de bonheur.

Le clin d'œil de saladin

